

# Rouge

Salaires, chômage :  
les coups de sabre  
de Gattaz

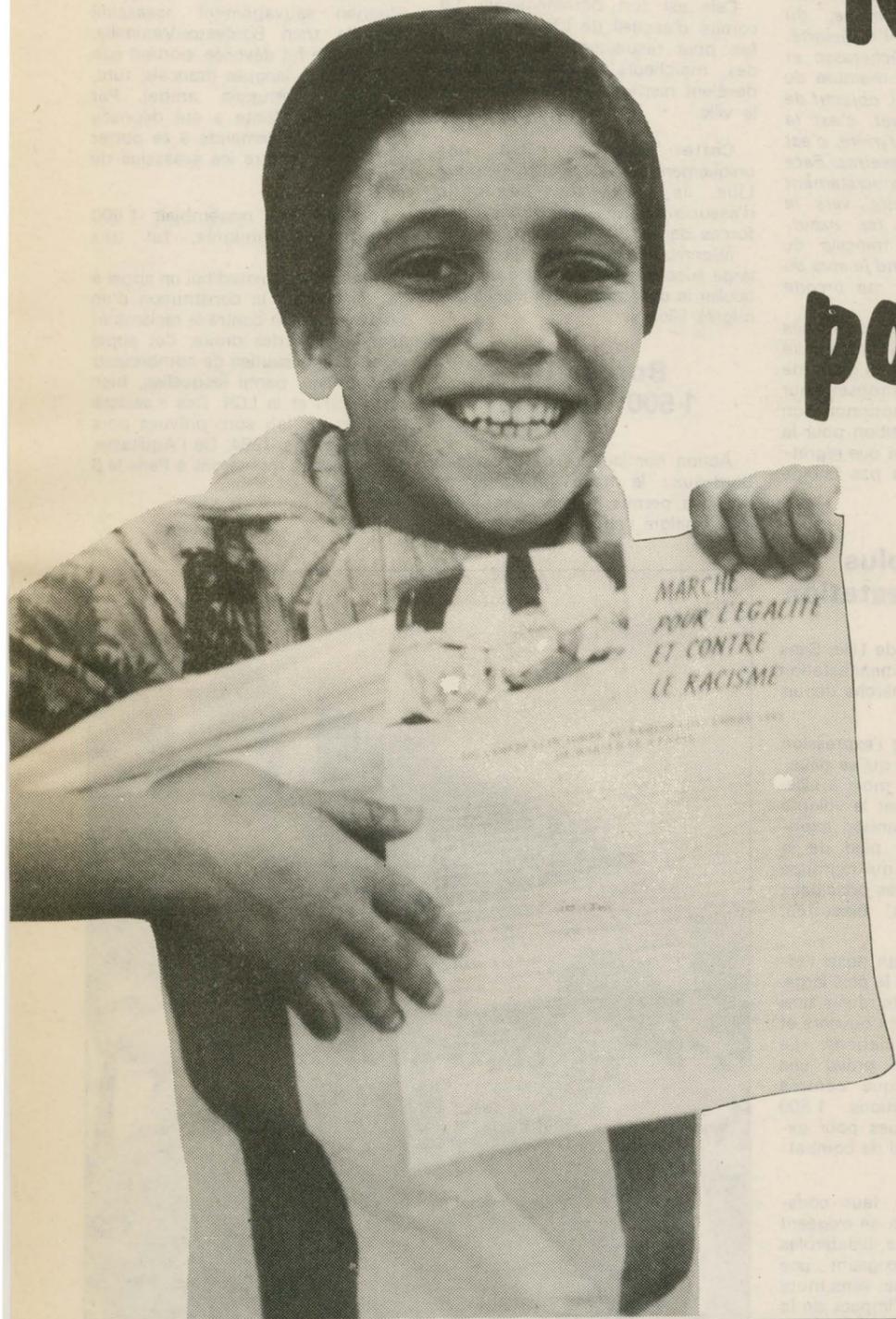
p. 8/9

M1578 N°10906,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 2 au 8 déc.83

## Ni lois d'exception ni ségrégation pour les immigrés !



# ÉGALITÉ DES DROITS !

### Par centaines de milliers pour la laïcité

**P**OUR l'école laïque, les week-ends se suivent et se ressemblent : par centaines de milliers, ses partisans entendent bien obtenir satisfaction. A leur façon, ils ne craignent pas de gêner l'action d'un ministre qui, depuis deux ans et demi, se montre plus réceptif aux sirènes de la droite qu'à leur appel.

Empêcher le gouvernement d'offrir à la droite la victoire qu'elle attend, c'est dans l'immédiat obtenir le retrait du plan Savary.

**M**ITTERRAND ne pourrait-il pas retirer Savary du gouvernement ?», interrogent quelques-uns. Mais pour faire quelle politique ? Ce ne serait pas la première

fois qu'un gouvernement sacrifie l'un des siens pour ne pas changer de cap.

La politique de Savary est celle de tout le gouvernement. C'est Mitterrand (pas le Saint-Esprit) qui a rencontré le pape à deux reprises, d'abord à Rome, puis à Lourdes. Savary démis, il resterait encore à démettre toute une politique de démission.

Le gouvernement avait misé sur la démobilisation des laïques pour une cause, paraît-il, dépassée : pari perdu. Et retour à la case départ, celle du 10 mai 1981.

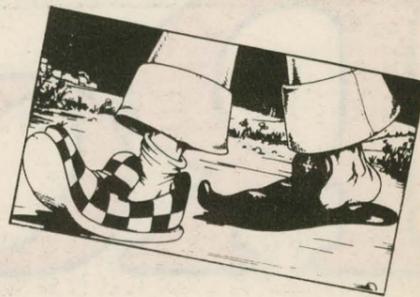
**D**E deux choses l'une. Soit le gouvernement maintient le plan Savary, et il rencontrera l'opposition grandissante de celles et ceux qui ont contribué à donner

une majorité au PS et au PCF. Soit il en revient à la constitution d'un grand service public, laïque et unique d'éducation, et il faudra alors mater la droite.

Une seule certitude pour les laïques : dans les deux hypothèses, l'issue dépend de leur mobilisation. Et les sept manifestations de ce mois sont un bon début : à condition qu'elles aient une suite, bien sûr. On ne tardera plus à être fixé sur les intentions du gouvernement ; le délai de réflexion donné par Savary au CNAL et à la hiérarchie catholique vient à échéance.

Alors, si ça varie pas, l'étape suivante devra être une grande manifestation nationale à Paris.

# Dans tout le pays par milliers AUTOUR DE LA MARCHÉ



## Beauvais, le 28

Ils étaient 400 pour l'accueil unitaire des marcheurs, place de l'Hôtel de ville à 18 h. Ensuite, les marcheurs furent reçus directement par la municipalité d'Union de la gauche.

Pendant qu'ils prenaient un peu de repos et se restauraient, un cortège de 200 personnes parcourait les rues de la ville, rejoint à travers les quartiers par de nombreux immigrés, et finissait à plus de 400 devant le foyer Sonacotra. Les revendications essentielles, droit de vote, refus des expulsions, étaient scandées tout au long du parcours.

Ensuite, une soirée de solidarité eut lieu sur le Plateau Saint-Jean, avec 300 personnes. Les marcheurs devaient y prendre la parole, ainsi qu'un jeune immigré de Beauvais.

## Rouen : l'unité a payé

Samedi 26 novembre, plus de 800 personnes étaient présentes à la fête organisée par le collectif unitaire (1). C'est grâce au développement des ASTI et à leur militantisme obstiné en défense des droits des immigrés qu'un tel succès a pu avoir lieu, qu'un tel front a pu se réaliser.

Comme dans beaucoup de villes, le PCF et la CGT étaient absents, malheureusement. Mais l'idée de la marche a fait son chemin aussi dans ces organisations et dans les municipalités de gauche. Le maire de Saint-Etienne-du-Rouvray a refusé de soumettre au vote une motion de soutien à la marche. proposition

faite par Michèle Ernis, conseillère municipale de la LCR. Par contre, à Grand-Couronne, le conseil municipal a appelé à la marche, et un conseiller de cette commune est venu l'annoncer à la manifestation unitaire.

Cette fête fut aussi un succès par le débat très riche auquel elle donna lieu ; débat au cours duquel de très nombreux immigrés purent expliquer les problèmes auxquels ils se heurtent : menaces d'expulsion, contrôle des cartes, logements vétustes...

De leur côté, les ASTI ont réaffirmé leur combat contre les expulsions et pour l'égalité des droits.

Un tract de l'ASTI de Petit-Quevilly propose qu'au-delà de la marche, ce soit un collectif antiraciste large, unitaire, permanent, qui soit construit, tant dans la région rouennaise que dans le reste de la France.

La réussite des neuf heures montre que cela est possible.

1. Ce collectif comprend : les ASTI, la LDH, le MRAP, la LCR, les JCR, Frères des hommes, le PSU, le CLAP, le MAN, la CSF, le MDPL, le PS, la CFDT, les réfugiés latino-américains.

## Clermont-Ferrand, le 26

Succès des six heures. Ils étaient 800, plus peut-être, à s'entasser dès 16 h dans la salle trop petite accordée par le maire de Clermont, Roger Quillot, ancien ministre socialiste du Logement. Salle située dans le quartier de Croix-Neyrat, où vingt-deux communautés différentes cohabitent.

Tous étaient là : jeunes Maghré-

bins, familles portugaises, etc. Ils répondaient à l'appel de plus de vingt organisations formant le collectif local. Les émules de Le Pen n'en ont certainement pas dormi de la nuit !

Spectacles, mais aussi débats et interventions. Colette, une Clermontoise d'origine, qui participe à la marche ; un immigré syndicaliste du bâtiment : « On nous accuse d'être responsables du chômage, du déficit de la Sécurité et de l'insécurité. Pourquoi pas de la sécheresse et des inondations ? » Un membre du collectif clermontois : « L'objectif de la droite et du patronat, c'est la division de la classe ouvrière, c'est trouver des boucs émissaires. Face à cela, il faut avancer concrètement vers l'égalité des droits, vers la carte unique, contre les expulsions. » Un résident français du foyer Sonacotra : « Quand je sors du foyer, j'ai peur qu'on me prenne pour un immigré ! »

Ces six heures furent un succès sans précédent, où le socle de l'unité antiraciste avait la force du granit de la région. Même « monseigneur l'évêque » est venu apporter son soutien et signer la pétition pour la carte unique. On ne peut que regretter que M. Quillot n'ait pas fait de même.

## Lille : la plus grosse manifestation

1 500 dans les rues de Lille. Sans doute la plus grosse manifestation réalisée autour de la marche depuis son départ.

C'était la fête. C'était l'expression de la large mobilisation qui se développe depuis plusieurs mois à Lille. Un de ses aspects, c'est la volonté des immigrés de s'organiser, exprimée par la mise sur pied de la coordination immigrée qui regroupe la jeunesse immigrée des principaux quartiers (Wazemmes, Biscottes, Bois-Blancs).

La mobilisation, c'était aussi l'effort pour obtenir l'unité la plus large. Dans peu de ville ont été réunis ainsi l'ensemble des syndicats ouvriers et des partis ou associations. Le comité d'accueil avait prévu une manifestation dynamique centrée autour des revendications. 1 500 personnes étaient venues pour exprimer ainsi leur volonté de combattre le racisme.

Malheureusement, il faut constater que les marcheurs, en exigeant le retrait de toutes les banderoles d'organisations, en exigeant une manifestation silencieuse, sans mots d'ordre, ont amoindri l'impact de la mobilisation. Nous comprenons la volonté de ne pas être récupéré, mais elle se retourne en son contraire lorsque les exigences des immigrés eux-mêmes et de tous ceux qui luttent contre le racisme ne trouvent pas leur place.

Les efforts accomplis à Lille, et l'unité et la mobilisation, n'ont pu s'exprimer avec force ce soir-là, et beaucoup de gens venus manifester repartirent chez eux, démobilisés,

plutôt que de participer à une marche silencieuse dans les rues de la ville.

Une manifestation unitaire et combative aurait aussi empêché les maires de droite de Roubaix et Tourcoing de faire de ronflants discours contre le racisme alors qu'ils piétinent les droits et exigences des immigrés.

Cela est fort dommageable. Le comité d'accueil de Lille avait tout fait pour respecter l'indépendance des marcheurs, mais eux aussi devaient respecter le travail fait sur la ville.

Cette position n'est pas uniquement celle de la LCR. Elle fut à Lille le fait de beaucoup d'associations qui avaient mis leurs forces dans cette initiative.

Néanmoins, cette journée fut un large succès et aura montré en particulier le dynamisme des jeunes immigrés lillois.

## Bordeaux 1 500 au gala

Action continue et déterminée à Bordeaux : le travail prolongé de l'ASTI a permis la large unité réalisée, malgré l'absence des grandes

organisations du mouvement ouvrier (CGT, CFDT, PS et PC).

Le 26 novembre, 1 000 personnes participèrent à une marche locale, malgré la pluie et une présence policière visant à dissuader les immigrés de s'y joindre.

Un moment émouvant lorsqu'une rue de la ville fut rebaptisée « rue Habib-Grimzi », du nom du jeune Algérien sauvagement assassiné dans le train Bordeaux-Vintimille. Une plaque fut dévoilée, portant son nom en cinq langues (français, turc, espagnol, portugais, arabe). Par ailleurs, une plainte a été déposée par l'ASTI qui demande à se porter partie civile contre les assassins de Grimzi.

Le gala, qui rassemblait 1 500 Français et immigrés, fut très chaleureux.

A Bordeaux aujourd'hui un appel a été lancé pour la constitution d'un front permanent contre le racisme et pour l'égalité des droits. Cet appel reçoit déjà le soutien de nombreuses associations, parmi lesquelles, bien sûr, l'ASTI et la LCR. Des « assises pour les droits » sont prévues pour le mois de mai 1984. De l'Aquitaine, plusieurs cars monteront à Paris le 3 décembre.

## Les jeunes aussi...

Après Lapeyre, le flic qui l'an passé a tiré sur Nacer à Châtenay, c'est au tour de l'assassin de Moussa, vigile au Radar de Livry-Gargan, d'être libéré après quelques mois de préventive.

Samedi dernier, plus de cent cinquante jeunes, répondant à l'appel des Amis de Moussa, se sont rassemblés dans la galerie marchande du Radar pour protester contre cette libération et dénoncer la justice complice des assassins racistes. Il faut signaler que l'avocat du vigile est le défenseur attiré de Légitime Défense.

Après avoir fait un court défilé dans l'hypermarché, la famille de Moussa a lu une lettre à Badinter au micro du magasin, faisant ainsi connaître à tous les clients l'affaire et les appelant au boycott du Radar. La famille de Moussa a remis au sous-directeur la facture de l'hôpital qu'elle avait reçue après le drame. Le rassemblement s'est ensuite dispersé sans incident. Ce jour-là, face à quelques jeunes venus crier vengeance pour leur copain assas-

siné, il y avait plus de flics que de clients dans le Radar !

Par ailleurs, le collectif des jeunes de la région parisienne de soutien à la marche appelle à un forum « La justice au banc des accusés », vendredi 2 décembre, à 15 heures à Levallois (28, rue Cavé, métro Pont de Levallois). Il s'agira de préparer les procès d'assises de meurtriers racistes qui vont avoir lieu au printemps 1984 et de discuter de la justice, celle qui met systématiquement en prison préventive les jeunes immigrés pour n'importe quel délit alors qu'elle libère les assassins racistes, celle qui organise les contrôles au faciès, celle qui juge différemment Pierre ou Mohamed.

Une délégation de la marche, des familles de jeunes immigrés assassinés, la Fédération autonome des syndicats de police, le Syndicat des avocats de France, le Syndicat de la magistrature, le MRAP et la Ligue des droits de l'homme seront présents au forum.

Correspondant



ABONNEMENT A DOMICILE			Nom :
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Prénom :
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F	Adresse :
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F		Formule choisie : <input type="checkbox"/>
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80

## Rouge

• Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)  
• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31  
• Directeur de la publication : Robert March  
• Commission paritaire : 63922  
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

## CONTRE LE RACISME

## La première étape

Le succès de la marche contre le racisme dépasse toutes les espérances des vingt jeunes des Minguettes partis de Marseille le 15 octobre dernier pour parcourir la France. L'accueil dans l'Est (Mulhouse, Strasbourg, Nancy...) et dans le Nord (Lille et Amiens) a réuni à chaque fois près de deux mille personnes, chiffres qu'on ne voit pas si souvent !

Les jeunes des Minguettes découvrent ainsi chaque jour qu'il y a partout des gens prêts à se battre avec eux pour dire « halte au racisme ». Ils estimaient à quinze mille personnes ceux qui les avaient accueillis dans la rue avant le Nord de la France.

Le passage de la marche a vu la constitution de collectifs unitaires contre le racisme permettant aux associations de solidarité, aux organisations syndicales et politiques, de créer autour de cette initiative une véritable dynamique de mobilisation locale, dans les quartiers mais aussi dans les entreprises.

Enfin, la marche contre le racisme a recueilli peu à peu au niveau national le soutien de toutes les organisations ouvrières ou de solidarité : dès le début, la FASTI, le MRAP, le PSU, la LCR, le PCML, les associations immigrées, *Sans frontière*, le MAN et la CIMADE, peu à peu suivis par la CFDT, puis par la CGT, le PC, le PS et la FEN.

Jamais une initiative n'aura acquis un tel soutien unitaire depuis le 10 mai. Ce succès dans la lutte contre le racisme est déjà un élément positif du bilan de la marche.

En effet, face à la droite et à l'extrême droite, seule une marche de cette ampleur représente une riposte à la hauteur des enjeux, en donnant un cadre politique clair « contre le racisme et pour l'égalité des droits ». Elle permettra ainsi à des milliers de travailleurs et de jeunes, français et immigrés, d'exprimer, le 3 décembre à Paris, leur refus du racisme, leur exigence d'une société plus juste pour les immigrés.

### Pour combattre le racisme, égalité des droits

Dans ce cadre, beaucoup regretteront que la marche ne prenne pas un caractère plus revendicatif, surtout à son arrivée à Paris. Pour nous, mais aussi pour la FASTI ou les associations de l'immigration par exemple, cette initiative aurait dû être aussi l'occasion de donner un contenu à « l'égalité des droits », à travers des mesures concrètes en faveur de l'immigration.

D'ailleurs dans chaque débat organisé autour de la marche, ce sont les réponses aux problèmes actuels de l'immigration qui ont été discutées : justice, emploi, logement, séjour. La volonté d'agir pour obtenir des mesures concrètes a assuré en bonne partie le succès de la marche.

En effet, la lutte contre le racisme ne se résume pas à un problème « idéologique ». Combattre les mensonges véhiculés par la droite sur l'immigration, combattre les idées fausses qui favorisent la montée du racisme, c'est indispensable, mais insuffisant.

Lutter contre le racisme implique d'abord et avant tout d'adopter une politique exactement inverse à celle menée par la droite avant le 10 mai. Pour cela, il faut obtenir des conditions de vie et de travail radicalement différentes pour l'immigration, combattre frontalement l'utilisation des immigrés comme boucs émissaires.

Comme le soulignait à juste titre le Syndicat de la magistrature, ce week-end, lors de son congrès,

prendre des mesures telles que celles du gouvernement actuel contre les travailleurs clandestins, c'est favoriser le racisme en jetant la suspicion sur l'immigré, en renforçant, par la pratique légale, l'idée qu'il est normal de traiter un immigré différemment d'un Français : le contrôler spécifiquement, lui réserver des procédures exceptionnelles comme les expulsions sans appel, etc.

De la même manière, peut-on ignorer ou nier que l'obtention du droit de vote aurait mis un sérieux obstacle à la campagne raciste lors des élections municipales ? Le gouvernement, en tenant sa promesse à ce sujet, aurait démontré mille fois mieux que par ses discours généraux sa volonté de combattre le racisme. Force est de

### Pour l'unité

L'exigence de la carte unique, de l'arrêt des expulsions, ne sera pas présente en tant que telle dans la marche du 3 décembre, comme thème officiel. Pourtant, elles sont portées depuis de nombreuses années par beaucoup d'associations et d'organisations appelant à la marche ; elles sont présentes aussi dans l'activité de nombreux collectifs. Ce sont les marcheurs qui ont insisté pour limiter l'appel à une dénonciation générale du racisme. Eux-mêmes ont voulu garder cet aspect à la marche.

Nous ne pensons pas que cette position soit correcte. L'initiative de la marche a été rendue possible par l'action courageuse des jeunes des Minguettes. Mais ce qui a aussi permis son succès, c'est le soutien apporté dès le premier jour par des dizaines d'associations, de militants qui ont développé inlassablement pendant deux mois un travail autour de cette initiative, et qui souvent portent ces revendications comme moyens concrets de lutter contre le racisme. La LCR a accepté ces conditions, pour maintenir jusqu'au bout l'unité réalisée et assurer le plein succès de l'initiative.

constater qu'il a tourné le dos à de telles mesures, avant d'opter pour sa politique de chasse aux immigrés.

Enfin, la question de la carte unique de dix ans pour tous les immigrés reste la condition immédiate pour rompre radicalement avec la situation antérieure. Le système maintenu après mai 1981 est la justification quotidienne du caractère provisoire de la présence des immigrés en France. Même si ce « provisoire » dure depuis vingt ans ou plus, aucun immigré n'est sûr de pouvoir rester. Il suffit qu'il perde son emploi ou qu'il change de statut pour se voir brusquement menacé.

Toute la gauche soutient la marche du 3 décembre. Mais il ne faudrait pas s'arrêter à mi-chemin. Dans ce sens, nous disons clairement aux membres du PCF et du PS, aux représentants du gouvernement : Vous avez les moyens de combattre le racisme, concrètement, en accordant la carte unique de dix ans, en cessant la politique de chasse aux sans-papiers.

Le 3 décembre crée déjà « l'événement ». Cette initiative apporte le souffle d'air nécessaire, la base indispensable à toute mobilisation plus revendicative autour des



exigences concrètes de la lutte contre le racisme.

### L'enjeu : créer la base d'un combat permanent contre le racisme

La marche du 3 décembre à Paris sera donc une première étape. Des dizaines de milliers dans la rue ce jour-là, c'est possible. Il ne faudra pas s'arrêter là, mais au contraire s'appuyer sur cet élan fantastique et inespéré, après des mois de campagne raciste, pour amplifier le combat antiraciste.

La marche a permis de développer une mobilisation sans précédent. Il faut transformer l'essai : maintenir et développer les collectifs locaux ; avancer vers un front uni permanent contre le racisme ; poursuivre la lutte à tous les niveaux pour l'obtention de trois mesures urgentes : le droit de vote, la carte unique et l'arrêt des expulsions.

Ainsi, la marche aura-t-elle pleinement joué son rôle de « première marche contre le racisme », permettant un pas en avant important dans la défense des travailleurs immigrés.

3 DECEMBRE



RASTILLE

Vient de paraître

## Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

n° 24

décembre 83 14 fr.

### Sommaire

Faire échec à Reagan

L'école de la régulation ou les théoriciens du nouveau consensus social

CENTRES DE TRI : BILAN ET ENSEIGNEMENTS D'UNE GREVE

Stendhal et Kafka

### Contributions

à la discussion pour le VI<sup>e</sup> Congrès de la LCR

Dossier



Une manifestation de travailleurs turcs en RFA.

# L'Europe de la ségrégation

● Dans tous les pays capitalistes, l'heure est au renvoi de dizaines de milliers d'«indésirables». Le cas de la RFA est exemplaire

**C'**EST aujourd'hui toute l'Europe capitaliste qui vit à l'heure de la chasse aux immigrés. Celle-ci s'abrite bien évidemment derrière des prétextes tels que « la lutte contre les flux migratoires clandestins » ou la répression des « trafics de main-d'œuvre ». C'est d'ailleurs sur ces thèmes que se sont réunis à Rome, du 25 au 27 octobre dernier, tous les ministres européens chargés de ce dossier.

Les travailleurs migrants vivant sur notre continent sont plus de quatorze millions. Près de deux millions d'entre eux vivent en situation illégale. Dans la phase d'expansion économique, les classes dominantes ont largement fait appel à une main-d'œuvre bon marché, sans droits politiques. Cela leur permettait d'exercer une intense pression sur les salariés afin de contenir les revendications ouvrières. Le chômage n'était pas alors l'arme privilégiée qu'il est à présent devenu.

La crise intervenue au milieu des années soixante-dix, la succession des récessions ont changé les conditions de l'exploitation de la force de travail. D'autant que progressivement, les immigrés avaient conquis un espace de liberté et s'étaient, dans une large mesure, intégrés aux organisations syndicales. Au moment où les restructurations industrielles aboutissent à des licenciements en masse, les possédants entendent bien se débarrasser d'une partie de cette population qui progressivement est devenue moins sûre.

En outre, pour imposer ses projets de régression sociale, le capital doit approfondir les divisions parmi les travailleurs. Comment mieux parvenir à atomiser la réaction des classes ouvrières face aux politiques d'austérité qu'en répandant l'idée selon laquelle la crise n'est nullement le produit de l'anarchie capitaliste mais la conséquence d'une surabondance de main-d'œuvre ? Peut-on trouver un meilleur bouc-émissaire que « l'étranger » ?

## « Prenez les Turcs pour la vivisection »

L'Allemagne fédérale est assez exemplaire de ce processus. Longtemps épargnée par la dépres-

sion, elle est aujourd'hui touchée de plein fouet par un chômage qui atteint près de deux millions et demi de personnes. Les immigrés sont quatre millions et demi, parmi lesquels un million six cent mille Turcs. A Berlin-Ouest, ces dernières années, certains quartiers comme Kreuzberg ou Tiergarten sont devenus de véritables « zones réservées ». La condition de ces « Gastarbeiter » est telle que les taux d'échec au certificat d'études atteignent 65 %.

Depuis son retour au pouvoir, la coalition chrétienne-démocrate-libérale a adopté une série de mesures « incitant » au retour. Le Bundestag vient par exemple de voter en première lecture un projet de loi du ministre du Travail, Norbert Blum. Les partants volontaires recevront une prime de 10 500 marks prélevée sur les prestations sociales qu'ils ont acquittées au cours de leur séjour et 1 500 marks supplémentaires par enfant en cas de départ de toute la famille. On oubliera naturellement de leur rembourser l'intégralité des sommes qu'ils ont, pendant cette période, versées aux caisses de l'Etat.

Considérant sans doute ce texte comme encore trop « laxiste », le très réactionnaire ministre de l'Intérieur, Friedrich Zimmermann, vient de proposer que les enfants d'immigrés établis outre-Rhin ne soient plus autorisés à rejoindre leurs parents au-delà de six ans (au lieu de seize actuellement). Dans le même sens, plusieurs Länder ont durci la législation fédérale. Dans le Bade-Wurtemberg et en Bavière, les autorités imposent un délai de trois ans avant d'autoriser le regroupement des familles. En Rhénanie-Westphalie, un travailleur étranger se voit contraint à un standing que bien des nationaux ne possèdent pas : son logement doit comprendre vingt mètres carrés par habitant.

Le patronat relaie cette politique. Dans les neuf prochains mois, trente mille emplois industriels occupés par des étrangers sont appelés à disparaître.

Toutes ces dispositions — qui visent en priorité les Turcs — ont déjà produit des effets. En 1982, pour toute l'Allemagne, trente mille immigrés ont regagné leur pays. Cet été, 11 800 familles en ont fait

autant. Et on estime que pour 1983, le nombre total de « réémigrants » sera de cent mille, chiffre qui devrait doubler l'an prochain.

On voit surtout poindre un racisme « ordinaire ». Les sondages indiquent que 79 % des Allemands de l'Ouest estiment qu'il y a « trop d'étrangers », 70 % d'entre eux lient cette appréciation aux problèmes de l'emploi. Manuel Campos, responsable à l'immigration du syndicat des métallurgistes, IG Metall, indique : « Dès que le gouvernement a parlé des fameuses primes de retour, des immigrés se sont fait accueillir dans les usines par des remarques comme : "T'es pas encore parti, toi ? Laisse donc ta place aux Allemands." »

L'extrême droite a naturellement sauté sur l'occasion. Des affiches apparaissent dans les villes. Elles présentent une jeune Aryenne blonde serrant contre elle des enfants en bas âge et sont assorties d'un slogan éloquent : « Ausländer

Stopp » (Stop aux immigrés). Odieux, des autocollants fleurissent également : « Arrêtez la vivisection. Prenez des Turcs ».

## Un exemple contagieux

L'exemple allemand a fait des émules sur le vieux continent. En Belgique (dont 9 % des résidents sont étrangers), le ministre de la Justice, Jean Gol, a formulé un projet de même nature : renforcement de la police des étrangers ; instauration d'un visa pour plusieurs nationalités comme les Marocains, les Tunisiens et les Sénégalais ; limitation des possibilités de regroupement familial, l'âge des descendants susceptibles de venir outre-Quévrain passant de dix-huit

à quinze ans. On pourrait encore citer d'autres cas.

Au sein des organisations ouvrières, une prise de conscience des dangers de ce climat s'effectue lentement. La presse de la DGB allemande a publié plusieurs articles contre le racisme. En Belgique, le 8 mai dernier, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Bruxelles, à l'appel des deux grandes confédérations syndicales (FGTB et CSC), et de quelque cent cinquante associations antiracistes. Les bourgeoisies coordonnent manifestement leurs politiques contre l'immigration. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour ceux qui se battent pour l'unité de tous les exploités ?

Christian Picquet



## EN EUROPE COMME EN FRANCE

### Trois exigences immédiates

- carte unique de dix ans
- arrêt des expulsions
- droit de vote

### LA MEMOIRE COURTE PIERRE MAUROY !

Pierre Mauroy, le 27 novembre 1983 :

« Il est du devoir des hommes publics de ne jamais rien dire, de ne jamais rien faire qui puisse favoriser des attitudes de xénophobie, de racisme, d'antisémitisme, car nous connaissons tous les maux que peuvent engendrer de telles dérives. »

Pierre Mauroy, le 27 janvier 1983, à propos des conflits de l'automobile :

« Les principales difficultés qui demeurent sont posées par des travailleurs immigrés dont je ne méconnais pas les problèmes mais qui sont, il faut bien le constater, agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises. »  
Sans commentaires...

# Des magistrats pour les droits des immigrés



● Le XVI<sup>e</sup> Congrès du Syndicat de la magistrature s'est prononcé contre l'exclusion d'une population.

Daniel Lecrubier, secrétaire général sortant, répond à nos questions

● Le 16<sup>e</sup> Congrès du Syndicat de la magistrature avait pour thème dominant : « Les immigrés, des exclus parmi d'autres ». Pourquoi ce choix ?

Ce qui nous semble grave, depuis les élections municipales, c'est l'émergence d'un discours xénophobe voire raciste. Ce phénomène nous paraît d'autant plus dangereux qu'il semble correspondre à une crispation de populations. Si certaines municipalités ont basculé, c'est en grande partie à cause des thèmes sécuritaires, plus ou moins racistes. Les événements de l'été dans plusieurs cités confirment cette tension sociale.

De ce point de vue, l'orientation adoptée au Conseil des ministres du 31 août, qui met l'accent sur le renvoi des ressortissants clandestins, nous a paru dangereuse. Car dans la tête des Français ce qui est compris, c'est le renvoi des immigrés. C'est normal, car ce fut la politique de la droite pendant des années.

La gauche au départ a pris une position assez courageuse, avec les opérations de régularisation. Mais il faut maintenant affirmer que les étrangers qui sont chez nous vont pour la plupart y rester. C'est ainsi que l'on brisera le statut de précarité dans lequel ils se trouvent et que les Français rompront avec les croyances simplistes. Il faut sur ce point une volonté politique claire. Car si la droite porte principalement la responsabilité d'un discours proche du racisme, il ne faut jamais oublier que le terrain d'attaque d'une opposition est fonction des faiblesses d'une politique.

Nous sentons donc que s'opère un glissement vers le racisme, et l'institution judiciaire est en plein cœur du débat. D'une part, les textes nous renvoient la responsabilité des expulsions de clandestins. D'autre part, nous sommes directement confrontés au problème de l'insertion. Comme magistrats pour enfants, par exemple, nous subissons directement les difficultés engendrées par les conditions extrêmement difficiles de ces populations. C'est vrai également pour les juges d'instance. Et au niveau du pénal, chacun sait que la délinquance est une réaction des plus classiques au sein des catégories les plus défavorisées.

● Cela vous amène à réclamer un droit à la citoyenneté pour cette catégorie de la population.

C'est effectivement l'essentiel du congrès. On a enfermé une certaine population immigrée — ce qui recouvre surtout les Maghrébins et les gens de peau noire — dans un système d'aide qui aboutit à focaliser davantage les problèmes sur eux. Jusqu'à présent, on a regroupé tous ces gens dans des cités, comme les cités de transit. Mais comme depuis dix ans, ils doivent bénéficier de relogements prioritaires, on ne les inscrit pas sur des listes normales HLM. De leur côté, les communes les considèrent comme un cas particulier, refusant de les inscrire sur leurs propres listes. Et puis, il y a le problème des quotas, derrière lesquels certaines communes cherchent à se protéger. Tout le monde se renvoie la balle.

Si l'on veut insérer les immigrés, il faut leur restituer un certain nombre de droits civiques et politiques. C'est pourquoi nous nous prononçons pour le droit de vote aux municipales. S'il existait, bien des communes seraient peut-être plus inté-

ressées à les garder. Nous proposons également la suppression des quotas dans les habitations publiques ou HLM. Des textes permettent de poursuivre les propriétaires du privé qui refuseraient de céder leurs logements pour des considérants raciaux ; mais on trouve normal qu'un organisme public, au nom de proportions à ne pas dépasser, adopte une attitude similaire. Il faut donc réaffirmer une ligne juridique : ces gens doivent être considérés comme ayant des droits, sans les enfermer dans des droits particuliers. C'est pour cela que nous sommes favorables à une carte de dix ans, qui leur évite de se retrouver en permanence dans un statut précaire.

C'est la seule solution pour stabiliser la situation. Prenez une autre

cent sur le contrôle des employeurs clandestins que sur la reconduite des individus à la frontière.

Sur la législation, on a vu se mettre en place toute une construction. Premièrement, ce fut l'acceptation des contrôles d'identité contre lesquels nous nous sommes toujours prononcés. Malgré l'abrogation de « Sécurité et liberté », le Parlement en a maintenu la possibilité. Je pense que cela visait déjà les immigrés. Il convient pourtant de souligner que les garanties dont le vote parlementaire les a assortis ne sont pas actuellement respectées. On interprète le décret de 1946 comme la possibilité de faire des contrôles. Or, un texte peut dire que « les étrangers doivent pouvoir justifier leur identité », sans qu'on les arrête tous les jours pour leur

amènent à parler d'une construction juridique d'exception. Le congrès a beaucoup hésité et le bureau s'est fait mettre en minorité sur l'utilisation du terme « droit d'exception ». Je crois que c'est parce qu'il est politiquement trop chargé de sens. Il reste néanmoins indéniable que c'est un processus spécifique et exceptionnel ; il s'agit donc que d'une différence d'appréciation politique. Je dois ajouter que même inacceptable, cette construction apporte tout de même plus de garanties que le simple recours administratif. Cela dit, il n'y a pas de système bien efficace de reconduite des immigrés.

La vraie question est : pourquoi focaliser là-dessus ? Durant des années, on a ramené des centaines de milliers de gens et maintenant, s'il en

précédent s'était entouré. Peu à peu, c'était la sécurité de l'Etat que l'on protégeait.

Si l'on considère la politique pénale, il y a eu certes une grande réforme, l'abolition de la peine de mort. Mais jusqu'à présent, peu de choses ont bougé. Badinter développe une politique humaniste, celle de tous les ministres de la Justice depuis 1945, à l'exception notable de Peyrefitte. On peut même dire que la chancellerie a été d'une grande prudence : les textes concernant les mineurs n'ont pas été touchés ; il en va de même pour la procédure pénale, alors que sa réforme permettrait d'éviter un certain nombre d'incarcérations ; les juges ont toujours un grand pouvoir, etc.

En ce qui nous concerne, nous voulions sortir du piège dans lequel la droite voulait enfermer le débat, en opposant sécurité et liberté. Débat malsain, car les citoyens ne ressentent pas l'aspect liberté alors qu'ils sont très sensibles à l'aspect insécurité. Avec l'arrivée de la gauche, nous avons cherché à prendre le problème autrement. Nous avons dès lors soutenu — à travers les commissions Dubedout ou Bonnemaison — tout ce qui renvoyait à la population l'organisation de ces dysfonctionnements qui font monter les tensions, la gestion des rapports de violence dans les quartiers. Croire que la police ou la justice peuvent régler tous ces problèmes, c'est une erreur fondamentale. Notre but est d'insérer le judiciaire dans cette vie sociale réelle au plan local.

● L'éditorial du dernier numéro de votre revue « Justice » commence par ces mots : « Pourquoi être au SM, pourquoi le SM ? ». N'est-ce pas difficile d'être aujourd'hui un juge de gauche face au gouvernement de gauche qui ne répond pas à beaucoup d'espérances placées en lui ?

Je crois tout d'abord que sur certaines options traditionnelles de la gauche (emploi des jeunes, tentative de ne pas trop faire payer la crise aux pauvres, réorganisation de l'appareil productif dans l'intérêt général), on peut enregistrer des réalisations positives. De même, il y a eu volonté de restituer un certain pouvoir au citoyen (lois Auroux, textes sur la décentralisation).

Nous divergeons du gouvernement sur l'incapacité de clarifier un certain nombre de choix. C'est au niveau idéologique que la gauche est en train de perdre, parce qu'elle a peur de braquer un électoral « centriste » qui de toute façon ne sera pas récupéré par le flou. On en revient à l'immigration.

Pendant deux ans, notre politique a été davantage de suivre un certain nombre de réformes législatives, de faire pression. Aujourd'hui, nous tentons plutôt de reprendre un discours plus clair sur une série d'options. Il s'agit de se réapproprié une des forces essentielles du syndicat, à savoir révéler ce que le fonctionnement de la justice nous permet de voir pour reformuler une analyse des déséquilibres de la société française. Le rapport moral présenté au congrès commençait par cette phrase : « 1983 est une année de déchantements ». Je crois qu'effectivement, le syndicat arrive à présent à mieux se situer par rapport au pouvoir politique.

Propos recueillis par Christian Picquet



« Les rafles dans certains quartiers de Paris n'ont aucun fondement légal. »

population immigrée comme les Portugais. Ils n'ont pas été enfermés dans le même schéma et ils se sont beaucoup mieux insérés. C'est pourtant la catégorie étrangère la plus nombreuse en France. Certes, l'insertion d'une population pauvre coûte cher. Mais laisser deux à trois millions de personnes vivre dans des conditions déplorables, cela coûte également très cher à une nation.

● Comment jugez-vous la loi du 10 juin 1983 — qui a succédé à la loi Peyrefitte — notamment en ce qui concerne les contrôles d'identité et les procédures d'expulsion qu'elle permet ?

Disons tout d'abord que la question de l'ouverture ou de la fermeture des frontières ne relève pas de notre appréciation. Reste cependant le problème des méthodes. Le contrôle des flux migratoires, passe d'abord par des accords bilatéraux, par les relations politiques entre Etats. De même, il faut sans doute mettre davantage l'ac-

démander leurs titres de séjour. De toute façon, c'est la loi qui doit primer sur le décret. De ce point de vue, les rafles dans certains quartiers de Paris (comme la rue Saint-Denis) n'ont, à notre avis, aucun fondement légal.

Deuxièmement, le législateur a prévu qu'on pouvait traduire, en « saisine directe », le prévenu devant la justice. Nous n'avons jamais été favorables à cette procédure dans la mesure où elle amène l'instance judiciaire à statuer tout de suite. Ce qui est une des causes du nombre élevé d'incarcérations pour de petits délits.

Troisièmement, on a admis la possibilité d'exécution immédiate des peines de substitution. Cela signifie que même en cas d'appel la peine sera effectuée tout de suite. En matière pénale, ce n'est pas le régime ordinaire. Et en l'occurrence, si on met la peine à exécution — c'est-à-dire si on renvoie les gens à des milliers de kilomètres — l'appel devient inutile.

Cela fait trois procédures qui nous

reste deux ou trois mille en excédent, cela devient un problème crucial. Le danger principal de la loi du 10 juin, c'est que si elle s'applique de façon systématique et sérieuse, cela accroîtra le racisme, cela accrédiitera la vision « étranger égale délinquant », cela confortera l'idée que les étrangers doivent partir. Et c'est catastrophique.

● Deux ans et demi après la victoire de la gauche, vous avez tiré un bilan de l'orientation gouvernementale dans le domaine judiciaire et plus généralement dans celui des libertés. Quelles sont vos conclusions et quelle appréciation portez-vous sur votre propre action ?

Il faut distinguer le terrain des libertés du terrain pénal. Sur le premier, Badinter a fait une politique exceptionnelle, qui a brisé tout un carcan législatif dont le pouvoir

## PREMIERE VICTOIRE

# 2 des 3 soldats de Landau en liberté provisoire

● Liberté immédiate pour Etienne Patoor! Abandon des poursuites contre les 3!

Préparons partout la journée de mobilisation du 15 décembre

LS ont reculé. C'est une première victoire. Telle fut notre réaction, celle des amis et des parents des trois de Landau lorsque vendredi dernier, à 10 h 30, est tombé l'arrêt de la Chambre de contrôle de Colmar. Celle-ci, revenant sur la décision du juge Latève, décidait en effet de mettre Laurent et Olivier en liberté provisoire, maintenant un seul des trois soldats, Etienne Patoor, en détention.

Arbitraire et absurde, cette décision ne doit pas cependant nous surprendre. Elle est conforme aux réquisitions prises par le Parquet, sur instruction du garde des Sceaux, qui avait souhaité la mise en liberté de deux d'entre eux et le maintien en prison du troisième. Une décision on ne peut plus politique, car le gouvernement paraît ainsi céder à l'importante campagne de solidarité qui s'amplifiait tant en France qu'à l'étranger, tout en gardant un otage en détention. Une manière comme une autre de garder deux fers au feu et de se préserver la possibilité de frapper plus fort si l'activité de solidarité venait à marquer le pas.

Voilà en tout cas qui met un terme aux fausses justifications, souvent avancées par les dirigeants du PS, du PC, voire du PSU, sur le fait que le gouvernement ne serait pas directement responsable de cette sinistre affaire de Landau: le gouvernement est bel et bien responsable du maintien en prison d'Etienne Patoor.

## Petites manœuvres et basses vengeances

Le gouvernement et les généraux ont donc été contraints à un premier recul. Tout indique pourtant qu'ils essaieront par tous les moyens de ne pas en rester là. C'est ainsi qu'aussitôt sortis de leurs cellules, Laurent et Olivier ont été mutés, le premier à Villingen au 2<sup>e</sup> Régiment de chasseurs, le second près de Trèves. Après quarante jours de détention à la sinistre prison militaire de Landau, le minimum aurait été de leur octroyer quelques jours de permission. Et bien non! Laurent part en manœuvres avec sa nouvelle unité pour trois semaines, et pour Olivier, l'incertitude règne.

Quant au sort réservé à Etienne Patoor, il révèle l'acharnement avec lequel ces messieurs entendent se venger d'un militant gênant. Etienne, incorporé en octobre 1983, aurait dû être libéré le 30 septembre 1983. Pour ses activités de dirigeant de la campagne des soldats pour les six mois et les droits démocratiques, il se vit infliger vingt jours de rab disciplinaire; le 13 octobre dernier, ils l'ont arrêté et inculpé devant le TMA de Landau. Et aujourd'hui, ils lui refusent la mise en liberté provisoire, craignant sans doute qu'il recède. Pire, se souvenant soudain qu'Etienne avait envisagé il y a quelques années d'effectuer son service dans la coopération, ils lui ont supprimé le certificat de libération qu'il avait obtenu avant son arrestation.

Tout se passe donc comme s'ils voulaient par tous les moyens l'empêcher de retourner à la vie civile. Il est vrai qu'un procès, fait par un tribunal d'exception à un garçon libéré de ses obligations militaires, ne manquera pas de poser quelques problèmes supplémentaires

à ceux qui portent déjà si gravement atteinte aux libertés démocratiques.

## La solidarité plus que jamais nécessaire

Dans ces conditions, le développement de l'activité de solidarité s'impose plus que jamais. Deux exigences doivent désormais être au cœur de celle-ci: la mise en liberté d'Etienne Patoor et l'abandon définitif des poursuites à l'encontre des trois de Landau. Deux exigences qui sont contenues dans l'appel national de solidarité, au bas duquel il convient de recueillir des milliers, voire des dizaines de milliers, de nouvelles signatures jusqu'à ce que nous ayons pleinement obtenu satisfaction.

Au-delà de la signature massive de l'appel national, les prises de position des organisations ouvrières, politiques, syndicales ou démocratiques doivent continuer à s'annoncer sur le bureau du garde des Sceaux et sur celui de son collègue, le ministre de la Guerre. Le juge Latève, qui aura à statuer sur une nouvelle demande de mise en liberté déposée par les avocats d'Etienne, doit être lui aussi informé de toutes ces démarches de protestation. C'est le 15 décembre prochain que toutes ces activités culmineront dans une journée nationale

## PS-PC

# Comment faire avec ...

LES délégations du PS et du PC se sont rencontrées le 1<sup>er</sup> décembre. La direction du PCF voulait rendre cette réunion la plus solennelle possible, bien que chacun sache qu'au gouvernement et au Parlement, en tant que partis, les deux formations se voient quotidiennement. Alors quel est le but de cette entrevue au sommet?

## Le 10 mai, ce n'est pas l'accord PS-PC de juin 1981!

L'électorat qui a porté Mitterrand et la gauche au pouvoir est composé d'une immense majorité de salariés qui voulaient en finir avec l'austérité, le chômage et l'inflation, pratiqués par Chirac, Barre et Giscard. Précisément, la cause des abstentions aux élections politiques depuis le 10 mai trouve sa racine dans l'opposition entre ces aspirations au changement et la politique du PS et du PC au gouvernement. Ceux qui ont fait le 10 mai n'ont pas plébiscité le programme de Mitterrand, c'est-à-dire un changement à petits pas, réversible en fonction de l'actualité économique. Pas plus qu'ils n'ont voté pour l'accord PS-PC de juin 1981, qui est pour Marchais « notre livre de chevet », selon sa déclaration à Radio Monte-Carlo, le dimanche 27 novembre. Le ser.s du vote, qui a balayé la division PS-PC qui régnait encore depuis octobre

## SOLIDARITE AVEC LES TROIS DE LANDAU

### MEETING

JEUDI 15 DECEMBRE à 18 h 30  
à la Bourse du travail  
(rue du Château d'eau. M<sup>o</sup> République)

## DE L'ARGENT, FAITES UN GESTE MILITANT

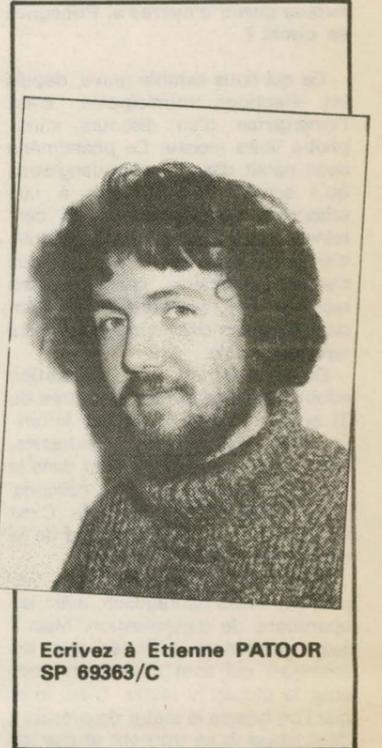
La campagne engagée pour la défense des trois de Landau est de celles qui coûtent cher, parce qu'une campagne qui a des résonances internationales suppose des voyages et d'autres frais, parce qu'ensuite nous devons venir en aide aux familles de nos camarades confrontés à la répression, parce qu'aussi les tracts, affiches, publicités dans la presse, ne sont jamais gratuits. Alors, oui, il faut de l'argent qui remonte au collectif de soutien, à l'ordre de: François Castaing c/o Madeleine Millaud, 50, Bd Jean-Jaurès 92000 La Garenne.

La solidarité la plus efficace avec Etienne et ses camarades est à ce prix.

d'action et de solidarité qui se prépare activement à Paris et en province.

La semaine dernière, avant que ne tombe la décision de la Chambre de contrôle de Colmar, le collectif strasbourgeois de solidarité avec les

trois de Landau a organisé un meeting avec cent-trente participants rejoints par une délégation des comités de la région de Karlsruhe qui ont développé une intense activité de solidarité en direction des soldats français; un exemple qu'il faut



Ecrivez à Etienne PATOOR  
SP 69363/C

généraliser à toute la France à l'occasion de la journée nationale du 15 décembre, quelque soit par ailleurs la forme précise d'action que reprendront les collectifs. La LCR y prendra une part active.

J.-L. M.

patronale sur les salaires, qui est fondée sur les mesures gouvernementales prises en commun par le PS et le PC à Matignon. Oui, répondraient sans hésiter les travailleurs licenciés par un patronat qui garde tous les pouvoirs, ou ces centaines de milliers de travailleurs qui sont menacés par les licenciements à venir. C'est d'ailleurs l'expression de ce refus qu'on retrouve dans les élections partielles, dans les élections professionnelles, dans les luttes et les débats ouvriers. La prime électorale joue dans le sens de la défiance à l'égard de la politique gouvernementale. C'est bien là-dessus que se fonde l'offensive de la droite.

Mais ces travailleurs, on ne les consulte pas. PS et PC leur disent « Il faut battre la droite, il faut une contre-offensive. » Pas au nom de cette politique-là, répondent les intéressés. Dialogue de sourds...

## Ce qu'il faudrait faire

Pour que la réunion au sommet serve à quelque chose d'autre que les règlements de comptes des partis, il aurait fallu revenir sur une politique pratiquée depuis deux ans. Cela signifierait:

● Empêcher les patrons de licencier, le PS et le PC s'engageant à voter une loi en ce sens au Parlement.

● Faire payer au patronat l'inflation, par l'établissement d'une échelle mobile pour les salaires.

● Protéger la protection sociale, Sécurité sociale et UNEDIC, en augmentant la part patronale, en diminuant les cotisations sociales.

● Se servir du secteur nationalisé pour prendre des initiatives de créations d'emplois, de réduction du temps de travail à 35 heures.

Ce changement de politique signifierait également retirer les forces d'intervention impérialistes du Liban et du Tchad, se désengager de l'Alliance atlantique, mettre la politique du pays au service du désarmement par la condamnation de l'installation des Pershing en Europe.

C'est à ce prix qu'une contre-offensive contre la droite et le patronat est possible. Car nul ne se mobilisera au nom d'une politique d'austérité. Pour reconquérir leur pouvoir d'achat et leur emploi, les travailleurs sont obligés de passer sur le corps des mesures d'austérité gouvernementales.

La seule voie, c'est celle de la mobilisation d'ensemble autour des revendications des travailleurs. Cela n'a pas été le chemin suivi jusque-là par le PS et le PC, qui prétendent créer l'événement le 1<sup>er</sup> décembre. Le thème cher à Marchais de la contre-offensive ne serait-il qu'une petite phrase électorale de plus?

Jean Lantier

# Le plan d'urgence au coeur des luttes et des débats

## ① C'est l'autre politique

Depuis des mois, de plus en plus, les militants ouvriers et l'ensemble des travailleurs critiquent les mesures prises par la majorité née du 10 mai. Avec une acuité grandissante, la question est aujourd'hui de savoir s'ils peuvent « faire autre chose » que leur politique qui conduit visiblement à l'échec.

Nous avons, pas à pas, répondu : « il faut changer de politique », il faut « gouverner contre les capitalistes ». A un moment, d'ailleurs, les dirigeants du PS comme ceux du PC avaient fait des déclarations qui donnaient à une partie des travailleurs l'impression que « l'avertissement des municipales serait entendu ». Mais, dès la fin du mois de mars 1983, c'est une austérité redoublée qui venait satisfaire les exigences patronales, tant françaises qu'européennes.

On ne peut accepter les explications données par la majorité : non, la crise capitaliste ne justifie pas ce que fait le gouvernement ! A condition de vouloir affronter le patronat, une autre politique est à l'ordre du jour. Et le plan de mesures d'urgence vise à le démontrer : si on

veut sortir de la logique infernale du capitalisme en crise, c'est possible.

Il faut pour cela se fixer de claires priorités : défense du pouvoir d'achat, plein emploi, défense de la protection sociale.

Il faut aussi prendre les moyens. Les plus immédiats, au nombre de quatre, sont expliqués : la réforme fiscale, le financement de la protection sociale, les crédits militaires et les mesures contre les privilèges des grandes fortunes.

Pour changer de cap, il faut une claire volonté. Elle passe par tout ce qui permet d'orienter les investissements, par le rejet des « amarres du système capitaliste » qu'on appelle « contrainte extérieure », par la défense et l'extension des droits et libertés démocratiques.

Tout cela met à l'ordre du jour une politique et un gouvernement au service des travailleurs. Mais cela ne dépend pas de « contre-plans » définis plus ou moins savamment par des « cabinets d'experts ». Cela dépend de la mobilisation des travailleurs eux-mêmes, de la lutte de tous ceux-là auxquels la majorité PS-PC a des comptes à rendre.

## ② C'est un instrument lié aux luttes

Il n'est pas question, pendant on ne sait combien de temps, de « se mettre à réfléchir » pour savoir comment avancer ensuite. Le combat pour une autre politique se mène au cœur des luttes, au cœur des débats sur la mobilisation unitaire que refusent les directions syndicales.

Avec le plan d'urgence, nous répondons aux chantres de l'austérité : oui, on peut faire autre chose ! Quand ils prétendent que des grèves risquent de déboucher sur des

« revendications démagogiques », nous leur montrons qu'au contraire les revendications ouvrières peuvent être satisfaites à condition d'abandonner une politique de soumission à la logique patronale.

Avec le plan d'urgence, nous répondons aussi aux travailleurs qui hésitent à lutter, influencés par les directions réformistes : « Ensemble, nous pouvons nous défendre et aussi exiger les mesures élémentaires en rapport avec nos intérêts. »

Avec le plan d'urgence, nous nous adressons de même à tous les militants qui ne font plus confiance au PS ou au PC pour leur dire, comme le fait l'introduction du

« plan » : « oui, il y a urgence » (...) il est en effet possible, urgent, indispensable, d'imposer une politique pour le succès. »

## ③ C'est un document de débat

Nos solutions, nous y croyons, bien sûr. Sinon, nous ne les diffuserions pas ! Mais elles ne sont pas notre propriété. Nous les soumettons au débat : en réalité, les mesures que nous proposons ont toutes les raisons d'être celles dont tous les travailleurs s'emparent.

Notre souci, en pratique, est que nous soyons des dizaines de milliers à pouvoir dire : « Voilà ce qui est possible et c'est notre volonté commune d'y parvenir ! »

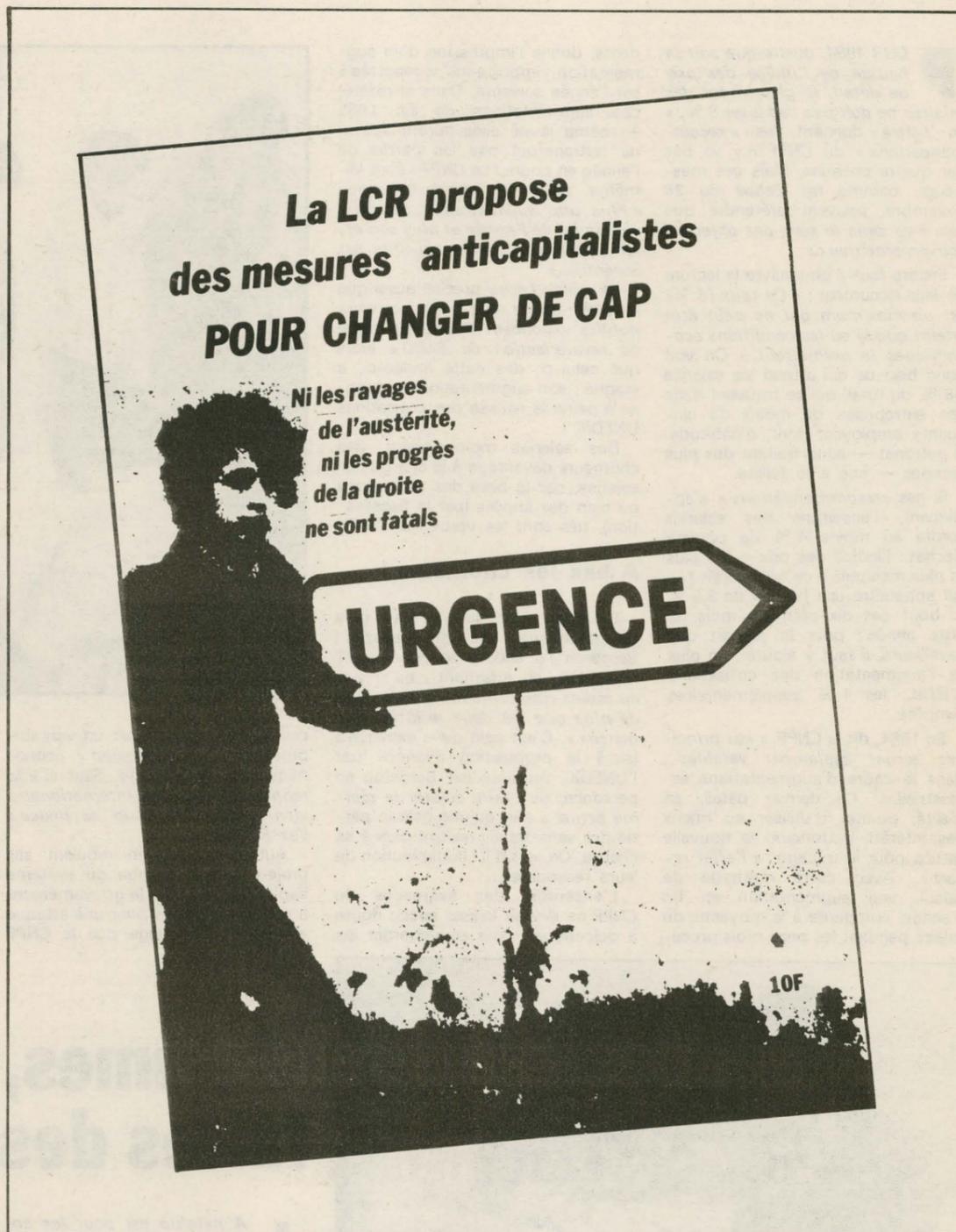
Pour ce but, pour la victoire face à la droite et aux patrons, nous n'épargnerons pas nos efforts. Partout, nous irons trouver les militants et les travailleurs qui recherchent une autre politique. Nous leur dirons : « En lien avec toutes les luttes que nous avons menées, pour faire réussir celles dont nous voyons l'urgence, discutons, constatons ensemble que les solutions existent. »

Si certains veulent critiquer telle

ou telle de nos propositions, débattons ! Si de tels débats apportent un enrichissement de nos réflexions, tant mieux ! Et si de tels débats font apparaître que, finalement, ce que nous proposons représente des positions communes à de larges couches de militants, défendons-les ensemble ! Allons voir les militants et les dirigeants du PS et du PC pour leur demander : « Pourquoi ne faites-vous pas ce qui serait la défense élémentaire des intérêts des travailleurs ? »

Alors qu'il apparaît, de plus en plus nettement, que la politique d'austérité est le contraire des espoirs du 10 mai, le rassemblement de tous les militants qui veulent sortir de la logique infernale du capitalisme et de sa crise est la tâche la plus urgente, indissociable des luttes en cours.

■



Ni les ravages  
de l'austérité,  
ni les progrès  
de la droite  
ne sont fatals

URG

### Comment se le procurer

Cette brochure de vingt-quatre pages est désormais en vente, auprès de tous les militants de la LCR, pour le prix de 10 francs.

Prévue pour une très large diffusion, elle peut être commandée à la PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

• Des tarifs particuliers sont prévus pour les commandes groupées.

## Une campagne engagée pour plusieurs mois

• Dès cette semaine, le bureau politique de la LCR tient une conférence de presse, dont nous rendrons compte dans notre prochain numéro.

• Sur le plan local, les sections de la LCR feront de même, présentant « le plan d'urgence » et s'adressant à tous les militants et tous les travailleurs qui veulent en débattre.

• Partout, les militants diffuseront massivement la brochure sur leurs lieux de travail.

• En même temps, en liaison avec tous les groupes de militants et toutes les organisations qui le veulent, nous préparerons des rencontres, des cercles de discussion.

• Après les fêtes, en janvier et

février, la diffusion du « plan d'urgence » se poursuivra.

• De même, au cours de prochains mois, de nombreux débats locaux auront lieu.

• Au mois de mars, la campagne sera couronnée par un rassemblement national de tous ceux qui auront débattu avec nous, pour affirmer ensemble que des mesures pour une autre politique sont possibles, qu'elles sont exigées par les luttes, qu'elles sont au centre des préoccupations de tous ceux qui veulent construire la mobilisation unitaire contre le patronat, contre la droite, contre la politique d'austérité qui soumet les travailleurs aux exigences de la bourgeoisie.

## SALAIRES - CHOMAGE

# Le CNPF au sabre d'abordage

**P**OUR 1984, quelle que soit la hausse de l'indice des prix de détail, le glissement des salaires ne doit pas dépasser 8 %.

La Lettre donnant les « recommandations » du CNPF n'y va pas par quatre chemins. Mais ces messieurs, comme les Echos du 24 novembre, peuvent prétendre que cela « va dans le sens des objectifs gouvernementaux ».

Encore faut-il poursuivre la lecture de leur document : « Ce taux (8 %) est un maximum qui ne peut être atteint que là où les conditions économiques le permettent. » On voit donc bien ce qui attend les salariés (48 % du total) qui se trouvent dans des entreprises de moins de cinquante employés, dont, d'habitude, le patronat — sous-traitant des plus grandes — crie à la faillite.

Si ces « recommandations » s'appliquent, l'ensemble des salariés perdra au moins 4 % de pouvoir d'achat : l'indice des prix — de plus en plus manipulé à ce qu'il paraît ! — fait apparaître une hausse de 8,5 % au bout des dix premiers mois de cette année ; pour la plupart des travailleurs, il faut y ajouter, en plus de l'augmentation des cotisations UNEDIC, les 1 % supplémentaires d'impôts...

En 1984, dit le CNPF, « ces principes seront également valables », dans le cadre d'augmentations semestrielles. Ce dernier détail, en réalité, permet d'utiliser au mieux des intérêts patronaux, la nouvelle astuce pour le trucage : « l'effet report ». Avec cette méthode de calcul, une augmentation en fin d'année, comparée à la moyenne du salaire pendant les onze mois précé-

dents, donne l'impression d'une augmentation importante « reportée » sur l'année suivante. Dans la réalité, ces augmentations de fin 1983 — même là où elles auront lieu — ne rattraperont pas les pertes de l'année en cours ! Le CNPF l'écrit lui-même avec un grand cynisme : « Plus une augmentation se situe vers la fin de l'année et plus son effet report sur l'année suivante est accentué. »

La même Lettre précise aussi que le CNPF exige que « les pouvoirs publics renoncent à une politique de revalorisation du SMIC » alors que celui-ci, dès cette année-ci, a stagné : son augmentation compense à peine la hausse des cotisations UNEDIC !

Des salariés moins chers, les chômeurs davantage à la charge des salariés, par le biais des cotisations ou bien des impôts (par la fiscalisation), tels sont les vœux du CNPF !

## A bas les chômeurs !

Il y a, en effet, dans ce pays plus de chômeurs que de paysans ! Bergeron l'a encore souligné le 21 novembre, en affirmant « qu'il y a au moins cinq cents mille chômeurs de plus que les deux millions annoncés ». C'est cela qui « explique » (sic !) la proposition avancée par l'UNEDIC, présidée par Bergeron en personne, de « faire éclater le régime actuel » afin qu'une grosse partie des sans-travail ne soit plus à sa charge. On voit d'ici la diminution de leurs ressources...

L'ensemble des exigences du CNPF ne devrait laisser aucun doute à quiconque : pour sauvegarder les



profits patronaux, c'est un véritable processus de « récession » économique qui est engagé. Sauf si « la reprise des affaires internationales vient donner un coup de pouce » (Les Echos).

Autrement dit, en moulant ses projets sur la logique du système capitaliste en crise, le gouvernement a ouvert les portes pour une attaque au sabre d'abordage que le CNPF

présente comme « en accord avec le gouvernement ». Cela ne doit pas être oublié au moment où, pour ne pas appeler à une ample mobilisation, les directions syndicales font « rebondir » les négociations sur l'UNEDIC. De même ne doit pas être oublié que, en vertu d'un aspect positif des lois Auroux, les mêmes directions syndicales ont actuellement entre leurs mains le relevé

des salaires réellement pratiqué dans l'ensemble des entreprises.

Comment croire que les « recommandations » du CNPF peuvent se combattre de façon vraiment efficace entreprise par entreprise ? Telle est la question qui se pose partout au moment où, avec évidence, la seule voie pour défendre les acquis est la mobilisation de masse.

Pierre Rème



## «Femmes, ne chômez pas, faites des enfants !»

**L**A natalité est pour les années qui viennent la priorité autour de laquelle s'organisera l'action des pouvoirs publics », Bérégozoy annonçait officiellement le 28 novembre à la « Conférence annuelle de la famille » la prochaine mise en place du « congé parental rémunéré à partir du troisième enfant ». Cette mesure était contenue dans le projet du IX<sup>e</sup> Plan.

Ainsi, moins de deux ans après avoir supprimé « le million pour le troisième enfant », le gouvernement de gauche renoue avec un des aspects les plus réactionnaires de la politique de Giscard envers les femmes. Il s'enfonce résolument dans l'ornière d'une politique nataliste.

La question du redressement démographique n'est qu'un faux prétexte — que le PS lui-même réfutait jusqu'en 1979. Toutes les études démographiques sérieuses démontrent que les différentes mesures d'incitation à la natalité n'ont pas modifié les courbes des naissances, par ailleurs stables depuis plusieurs décennies dans toute l'Europe.

Quel est donc le motif de ce retournement spectaculaire ? Ce n'est pas un hasard si dans les sphères gouvernementales l'heure n'est plus aux discours sur « l'indépendance économique des femmes, leur émancipation, leur dignité, etc. » ! Il s'agit aujourd'hui « d'amener les familles à souhaiter un enfant supplémentaire, un deuxième,

puis un troisième, peut-être un quatrième... ». Sic. Puisque jusqu'à preuve du contraire, ce sont les femmes qui font les enfants, il y aurait une mauvaise foi trop grossière à dire qu'elles ne sont pas directement concernées.

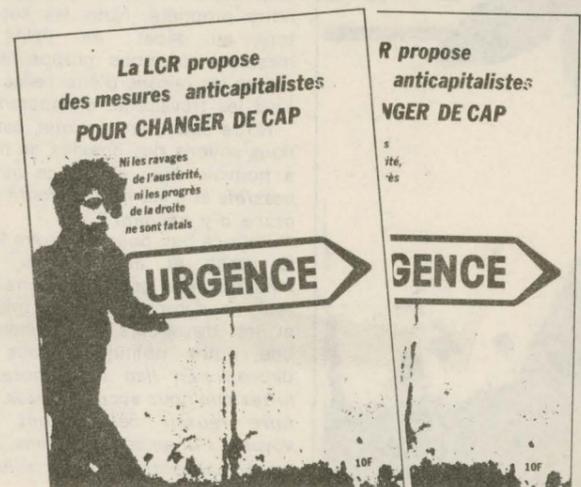
L'objectif à atteindre par le biais de cette mesure on peut le lire tout crûment dans le Quotidien de Paris, car la droite ne s'embarrasse pas de formules : « libérer des emplois pour réduire le nombre de chômeurs à moindre prix ».

Et celle-ci d'applaudir et de renchérir en la personne du distingué Chauvin qui réclame un vrai salaire maternel et un allongement supplé-

mentaire de ce congé parental dès le quatrième enfant « de telle sorte que l'on aboutisse à une véritable carrière féminine, au moins sur une quinzaine d'années... ». En guise d'argument : « Je ne suis pas hostile à une mesure qui incite des femmes à rester chez elles pour élever leurs enfants plutôt qu'à pointer au chômage. »

En bradant ainsi l'emploi des femmes, en foulant au pied sa promesse de créer 300 000 places de crèches, le gouvernement de Mitterrand s'oppose aux aspirations de celles qui l'ont élu et donne des armes à la droite !

Sonia Folloni



## POUVOIR D'ACHAT

## Mobilisation pour l'indexation

**L**a compression de la hiérarchie des salaires se poursuit. », lit-on dans *les Echos*, journal proche du CNPF. Est-ce là une bonne nouvelle qui nous ferait oublier les pertes de pouvoir d'achat ?

● **Echelle mobile et hiérarchie.** Dans ses discours contre l'indexation des salaires, Auroux jetait un défi aux défenseurs de l'échelle mobile : oseraient-ils motiver cette revendication, qui accroît l'éventail des salaires, par le biais des augmentations en pourcentage ?

La politique a fait ses preuves. Aujourd'hui, l'indexation mise à mal, les pertes de pouvoir d'achat frappent au premier chef les bas salaires. On nous parlait « solidarité », « progression des plus défavorisés », les autres devant « faire un effort ». Or, la progression du SMIC est égale à zéro : l'augmentation trimestrielle du salaire ouvrier décroît (3,1 %, 2,5 %, 1,7 %), tandis que les prix grimpent toujours.

Alors oui Auroux, nous n'avons aucun complexe à défendre encore et toujours l'échelle mobile des salaires.

● **La question de l'encadrement.** D'autant que la question des écarts hiérarchiques est pipée d'avance. Si l'on parle des salaires reconnus au grand jour, dans les conventions collectives, on s'arrête tôt dans la hiérarchie. Du contremaître au super-cadre, les patrons entretiennent les bons rapports à coup de primes et d'augmentations individuelles. Mieux, ils comptent ces « faux frais » dans l'augmentation de la masse salariale ; dans les calculs de progression des salaires en « moyenne annuelle » qui deviennent la règle, d'après les consignes de Delors. On peut donc renvoyer une deuxième balle à Auroux. Avec son compère des Finances, ils légalisent des primes, qui accroissent la hiérarchie des salaires et deviennent partie des augmentations conseillées de la

masse salariale, dont les bas salaires ne verront pas la moindre goutte. Oui vraiment, nous préférons l'échelle mobile !

● **Indexation et salaire minimum.** « La revalorisation du SMIC [est] d'autant plus contestable que la notion de salaire de croissance adoptée en période de pleine expansion ne correspond plus aux réalités du jour. » Et toc ! On lit cela dans la dernière recommandation salariale du CNPF, pour les négociations salariales des semaines à venir. Après avoir obtenu l'interdiction de l'indexation, ils visent à la disparition du salaire minimum.

Et Auroux, et la majorité ? Peuvent-ils ouvertement, sans complexe, expliquer qu'un travailleur doive se contenter pour vivre d'un salaire minimum de 3 870 francs brut (au 1<sup>er</sup> octobre) ? Justifier que les pertes de pouvoir d'achat ne soient pas rattrapées, au moment où l'augmentation des prix qu'ils co-

ntrôlent, paraît-il, leur échappe ?

Nous revendiquons l'indexation, le rattrapage intégral des pertes de pouvoir d'achat, et le SMIC à 4 200 francs net ! Les trois, pour maintenir le pouvoir d'achat.

Entre les patrons et nous, Auroux, où en êtes-vous ?

● **Unité et mobilisation.** La politique de la majorité fait ses preuves. Les bas salaires trinquent, le léger raboutage de la hiérarchie permet au patronat de comprimer la masse salariale dans les entreprises.

Et cette politique démoralise et divise. Démoralise les salariés du bas de l'échelle qui voient leur pouvoir d'achat se réduire comme une peau de chagrin ; divise les travailleurs, techniciens et petits cadres... à hauteur de leur bulletin de paye. Le seul bénéfice qu'en tire la majorité est le demi-tour à droite de certains d'entre eux, qui avaient voté à gauche le 10 mai.

Par contre, nous sommes pour l'égalité de tous devant l'impôt, sa proportionnalité au salaire, revenus de chacun. Le gouvernement a mis de côté tout réel projet de réforme fiscale. Les grandes fortunes en profitent, les salaires moyens contribuent plus, et ceux du bas de l'échelle toujours autant, par le biais de la TVA notamment. C'est cette échelle qu'il faut renverser, en s'attaquant à la fiscalité.

Mais nous sommes pour l'unité, la mobilisation, et le maintien du pouvoir d'achat de tous contre les coups des patrons : bref, contre l'indexation.

● **Mettre les salaires au grand jour.** Les lois Auroux peuvent avoir un avantage. L'obligation de négocier les salaires, dans toutes les entreprises, doit permettre aux syndicats de dresser la carte des salaires dans ce pays, en détail. Il leur suffit de centraliser tous les résultats des négociations et d'en rendre compte à tous les travailleurs.

Rendre compte, au grand jour, dans l'unité, c'est au moins une action pour laquelle tous peuvent se mettre d'accord : CGT, CFTD, CGT-FO...

Ce sera un moyen efficace, pour repérer les disparités salariales, les pertes de chacun, et préparer la lutte ensemble. Et nous reparlerons de l'échelle mobile.

Michel Morel



## FEMMES-IMMIGRES-SMICARDS

## Toujours moins

**P**OUR un emploi identique les femmes ont un salaire différent de celui des hommes : 33 % en moins en moyenne. 13 % d'entre elles touchent le SMIC (5,1 % pour les hommes).

47 % des travailleuses et travailleuses sont salariées de petites entreprises. Le rapport de forces face au patron est faible ou même nul. Conséquence : les bas salaires sont encore écrasés.

Les travailleurs immigrés cumulent souvent toutes les raisons de gagner moins que les autres : salariés de petites boîtes, employés en intérim, dans les postes de travail les plus défavorisés.

Et toutes ces raisons d'être défavorisés peuvent se retrouver dans une même famille, avec un chômeur

en plus... et le SMIC à 3 870 F brut (3 600 F net, cotisations déduites) !

Les promesses de progression des plus démunis, en période de rigueur salariale, se traduisent déjà aujourd'hui par la présence quotidienne de la misère pour des milliers de familles ouvrières.

A travail égal, salaire égal, 4 200 F minimum, échelle mobile des salaires ! Ces revendications-là sont urgentes pour les plus démunis. Elles permettent de construire l'unité de tous, dans la mobilisation, contre la division de chacun. Car ces divisions, à terme, pourraient couper les travailleurs en deux catégories. Ceux qui bénéficient d'un statut d'un côté, des milliers de surexploités de l'autre, dont la survie serait la seule raison de vivre.

**De 1936  
à 1983  
en passant  
par 1958**

L'indexation des salaires sur les prix est une revendication traditionnelle du mouvement ouvrier. Il suffit de rappeler quelques dates pour marquer les moments où elle a progressé : 1936, 1968 et après. Quelques autres dates pour souligner les périodes où gouvernement et patronat se liguent pour s'attaquer à elle : Vichy, de Gaulle... et aujourd'hui.

**Juin 1936 :** Intervention de l'Etat dans les négociations salariales. Fixation d'un salaire minimum, extension possible à une autre branche d'un accord limité au départ. (Avant 1936, les salaires étaient fixés par convention collective pour 7,5 % des travailleurs seulement.)

**Mars 1938 :** La demande de révision des salaires lorsque les prix dépassent 5 % d'augmentation devient légale.

**1939-1945 :** Sous le régime de Vichy, salaires bloqués et diversifiés région par région.

**1945 :** A la Libération, les salaires sont unifiés dans tout le pays, sous « tutelle » de l'Etat.

**Février 1950 :** Rétablissement du principe de liberté des négociations salariales salariés-employeurs. Création du SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti), fixé très bas, indexé sur l'indice des prix.

**1952-1958 :** Extension du principe de l'indexation dans les entreprises.

**1958 :** Coup d'Etat de De Gaulle.

**1959 :** Publication de l'arrêté interdisant l'indexation des salaires sur les prix.

La « politique des revenus » (les salaires doivent progresser en liaison avec les « résultats » de l'entreprise) est à la mode pour les gaullistes, mais « prend » peu avec les travailleurs.

**1968 :** Pendant la grève générale, aux négociations de Grenelle, le patronat refuse l'échelle mobile des salaires timidement revendiquée par la CGT. « Ce système, dit-il, favoriserait l'inflation salariale. » Sic !

**1969 :** Légalisation des « clauses de progression du pouvoir d'achat » : + 2,5 % au-dessus de l'indice du coût de la vie. Cette mesure s'applique dans la fonction publique, chez Renault, à la SNCF...

**1970-1977 :** L'indexation des salaires sur l'indice des prix (INSEE, ou moyenne des indices syndicaux) se multiplie dans les entreprises, dans les branches industrielles.

**1982 :** Blocage des salaires. Auroux (PS) se réclame de l'arrêté gaulliste de 1959...

Nous en sommes là.

M. M.

TALBOT-POISSY

# 2 905 licenciements pour Noël

**A** Poissy, la direction sait ce qu'elle veut : au moment où elle confirme les licenciements au comité d'entreprise (voit *Rouge* de la semaine dernière), elle s'est arrangée pour que les travailleurs aient peu de possibilités de réaction. Ils sont en chômage technique et ne se retrouvent jamais ensemble à l'usine. Sauf les 7, 8 et 9 décembre prochains. Ensuite, jusqu'à la fin du mois, les équipes travailleront en alternance une semaine sur deux.

Cela rend particulièrement difficile de savoir comment agir : qu'en pensent « les autres », qui ne sont pas là ? En même temps, le chômage partiel, qui atteint maintenant le seuil où il n'est plus indemnisé qu'à 50 %, développe un fort mécontentement : les feuilles de paye de novembre et décembre vont être ridiculement basses !

Contre les licenciements (2 905, dont la composition sociale détaillée est déjà établie...) et contre les pertes de pouvoir d'achat dues au chômage technique, la CGT et la CFDT feraient « un tabac » si elles appelaient à l'action dans l'unité. Mais on n'en est pas là...

Si la section CFDT s'efforce de développer une mobilisation unitaire, la CGT, elle, prétend devant les travailleurs qu'« il n'y aura pas de licenciements ». Jouant de la présence de ministres communistes au gouvernement, elle lance un argument d'une hypocrisie totale : « on est bien placé pour le savoir ». Comme nous l'avons déjà montré dans *Rouge* de la semaine dernière, le service de « placement » pour les licenciements à venir, fonctionne et établit des dossiers avec de futurs éventuels employeurs !

En réalité, d'ailleurs, un argument



Une manifestation en juillet dernier

donné par la CGT sent la position de repli sans combat contre les 2 905 premiers licenciements : « pour l'emploi des 12 000 qui restent il n'y a pas de garantie »...

Dans un tel contexte, de nombreux militants de la CGT s'inquiètent et multiplient leurs critiques ; mais de nombreux travailleurs ont des réactions de découragement. Cependant, celles-ci peuvent n'être que passagères : ainsi en une seule journée, la section CFDT a rassemblé

900 signatures à une « lettre-pétition » à la direction du travail. Même si une telle action paraissait « faible » elle a permis de nombreuses discussions, dans divers services : « mais qu'est-ce que vous proposez de faire ? »

En dehors de grèves et manifestations de masse pour exiger l'annulation du plan de licenciements, on voit mal ce qui serait efficace : on est en ce début décembre à la situation telle qu'elle se dessinait en juillet

dernier. La direction, avec la complicité de fait du gouvernement, a « joué la montre » et elle va choisir l'approche des fêtes de fin d'année pour chasser près de 3 000 ouvriers.

Plus que jamais, en pratique, l'issue des licenciements de Talbot-Poissy dépend de la lutte : de celle des ouvriers de l'usine, mais aussi de la solidarité rapide de tous, partout, dès que ceux de Talbot réussiront à se faire entendre à nouveau.

P. R.

## HOPITAUX PSYCHIATRIQUES Manifestation le 9 décembre

Mobilisations en cours dans les hôpitaux psychiatriques de la région parisienne. Les internes en lutte (cf. *Rouge* du 25 novembre) et la CFDT santé ont adopté un appel commun à la grève le 9 décembre, avec manifestation régionale et « états généraux » sur l'avenir du secteur et les revendications. Le budget réduit de la santé se traduit pour les agents par une dégradation des conditions de travail, la pénurie d'effectifs. Les pertes de pouvoir d'achat croissantes dans la fonction publique et assimilés s'y ajoutent. Les grèves des hôpitaux de Villejuif, Sainte-Anne, Antony en octobre étaient les premiers signes de la mobilisation des travailleurs hospitaliers, pour la riposte.

La mobilisation des internes des hôpitaux psychiatriques, se démarquant de la hiérarchie médicale, comme celle des travailleurs en formation, permettent un début de jonction avec le personnel, dans certains hôpitaux, pour une lutte commune. Les internes en lutte et la CFDT santé de la région parisienne s'adressent aux fédérations CFDT, CGT, FO, pour que l'action prenne une ampleur nationale.

## SIDERURGIE

# Manifestations à Longwy et à Neuves-Maisons

**C**INQ cents sidérurgistes ont bloqué les voies ferrées et aiguillages des gares de Longwy et Longuyon pendant la journée du jeudi 24 novembre. Cette initiative, prise par le Front commun syndical (CGT, CFDT, FO, CGC-Sidestam), avait pour but, comme le dit leur communiqué « d'attirer l'attention des pouvoirs publics quant au mécontentement des travailleurs et des habitants ».

Depuis des mois, ils demandent à être écoutés : ils estiment être capables de démontrer que le plan de suppression d'emplois est indéfendable et y opposent leur propre étude de leurs installations.

« Après nos interventions multi-

ples auprès des groupes parlementaires, ministères de l'Industrie et du Commerce extérieur, préfecture, direction d'Usinor, après toutes nos actions, aucune réponse n'a été apportée à nos revendications. », expliquent-ils. « C'est une situation inacceptable. Nous mettons la direction d'Usinor au défi de nous démontrer que notre

S'adressant au gouvernement, ils soulignent que cette action a valeur d'avertissement : « Il faut que l'on tienne compte de notre intervention car sinon elle ne restera pas sans lendemain. Toutefois, nous laissons la porte ouverte à la concertation. »

Cette activité plus dure du FCS de Longwy correspond à un moment où, semble-t-il, leur isolement di-

de la sidérurgie le fer de lance de la rénovation industrielle ? »

La réponse des sidérurgistes de Neuves-Maisons, comme de Longwy, est « Non à la casse, non à la suppression d'emplois. » Cette unité d'action dans plusieurs bassins d'emplois permettra-t-elle enfin de réaliser des actions de tous les sidérurgistes ensemble, à l'ordre du

jour depuis maintenant près de deux ans ? Le fait que l'unité qui s'était imposée à Longwy fasse école est un encouragement certain pour tous ceux qui, patiemment, cherchent à préparer une mobilisation d'ampleur, seule capable de faire changer les décisions gouvernementales prises en accord avec l'Europe capitaliste.

P. R.



Le 24 novembre, la gare occupée : « Des actions qui peuvent être plus dures. »

plan et notre dossier ne sont pas viables. »

Ils formulent des exigences précises : « La tenue d'une table ronde regroupant les élus, les pouvoirs publics, la direction d'Usinor, les syndicats, afin d'établir une confrontation entre les propositions d'Usinor et celles du Front commun syndical (FCS) ; le gel de mesures portant atteinte à l'emploi et à l'arrêt des installations existantes ; la création d'une commission d'enquête sur les marchés et la gestion de l'usine de Longwy. »

minue. En effet, à Neuves-Maisons — à l'autre bout du département — la même unité intersyndicale s'est finalement imposée. Au nom de toutes les autres organisations, pendant une manifestation de 1 500 ouvriers, le porte-parole de la CFDT a notamment déclaré : « Le gouvernement de gauche mis en place en 1981 avait défini un plan pour la sidérurgie et fait des promesses, mais aujourd'hui où en est la reconquête du marché intérieur ? Où en est la relance de la consommation ? Où en est la filière acier qui devait faire

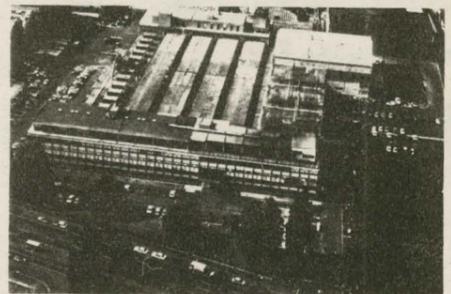
## MASSEY FERGUSON Contre les licenciements

Les 600 licenciements annoncés avant l'été reviennent à échéance fin décembre. Les sections syndicales CGT, CFDT, ont repris la mobilisation atelier par atelier. Elles ont envoyé une lettre à leurs unions locales et départementales respectives. Elles s'adressent au maire de Lille : « Mauroy, on veut te voir », pour qu'il s'explique sur les accords Massey/pouvoirs publics cautionnant les licenciements.

Une journée portes ouvertes a lieu le 30 novembre pour élargir la solidarité.

CGT

IMPRIMERIE DE MONTSOURIS



JOURNÉE PORTES OUVERTES

DE

14 H 30 A 18 H 30

Samedi 3 décembre. Sept cents emplois menacés après le dépôt de bilan. Chapelle Darblay (Rouen), imprimerie Oberthur (Rennes), Montsouris (Paris), la liste noire s'allonge dans le livre et le papier carton...

## Tribunal contre le sexisme

● Alors que le projet de loi du gouvernement est gelé, plus de 500 femmes se sont réunies pour témoigner

**A**VEC plus de 500 entrées payées, selon les organisatrices, le meeting antisexiste du 27 novembre à la Mutualité aura été un réel succès. Le signe que les militantes du Mouvement des femmes, organisées ou non dans des groupes, militantes syndicales, ne désarment pas.

La première partie du meeting était consacrée à la dénonciation du sexisme sous toutes ses formes, du plus odieux, le viol, l'excision, au plus soumoïse dans les rapports quotidiens.

« Le mouvement a fait bouger les choses. Si le sexisme est toujours aussi prégnant dans la société, il existe une prise de conscience collective des femmes. Il en résulte des exigences... »

Plusieurs témoignages venaient appuyer cette introduction. Nathalie raconte les obstacles qu'elle a dû affronter après avoir subi un viol: « Lorsque j'ai porté plainte, j'ai aussi compris que je n'en finirais pas d'être violée par les institutions. » Après l'interrogatoire des flics: « Que faisiez-vous dehors à minuit, et seule? », « Comment faites-vous l'amour? », l'enquête de moralité, l'enquête psychiatrique... Tout le processus légal par lequel la victime devient l'accusée...

### Des témoignages

Une militante du GAMS (association née, il y a une année, de la volonté des femmes africaines et européennes de lutter contre la pratique de l'excision) dénonce cette violence exercée contre les femmes avec émotion: « C'est une atteinte à la liberté individuelle. Une femme noire non excisée est exclue de la société, rejetée par sa famille. »

Suivait le témoignage d'une militante du MIEL sur une discrimination envers une femme homosexuelle.

Françoise P., du Grief, dressait un tableau de la réalité du sexisme dans le travail: « Le sexisme n'est pas seulement une idéologie. Capitalisme et patriarcat se conjuguent pour surexploiter les femmes. Si le salariat des femmes est entré dans les mœurs, des mesures telles que le travail à temps partiel, le congé parental montrent qu'un réel droit au travail pour les femmes n'est pas acquis. On en vient même aujourd'hui à promouvoir le bénévolat dans certains secteurs de la fonction publique! »

Martine, factrice: « Malgré une mixité relativement conséquente dans les PTT, beaucoup pensent que certains métiers ne sont pas fait pour les femmes. Celui de factrice par exemple. » Ainsi à l'une d'entre elles qui avait été agressée par un homme lors de sa distribution du courrier, le chef d'encadrement répondit: « Mais ce n'est rien, vous en verrez d'autre. » Sic! Et d'ajouter: « J'aimerais bien me faire agresser par une belle jeune fille. » N'y voyez surtout pas une réaction sexiste! Suivi d'une enquête: « Comment étiez-vous habillée? » — cela vous rappelle-t-il quelque chose? — et la constatation « navrée » d'un chef: « La seule solution serait de supprimer les femmes de la distribution! »

Evocation de la récente grève des clavistes d'Ouest-France pour l'égalité des salaires. Rappel de la grève des ouvrières de Beckaert Cokerill, licenciées pour avoir refusé le travail à temps partiel que le patron leur imposait...

### Un soutien critique au projet de loi

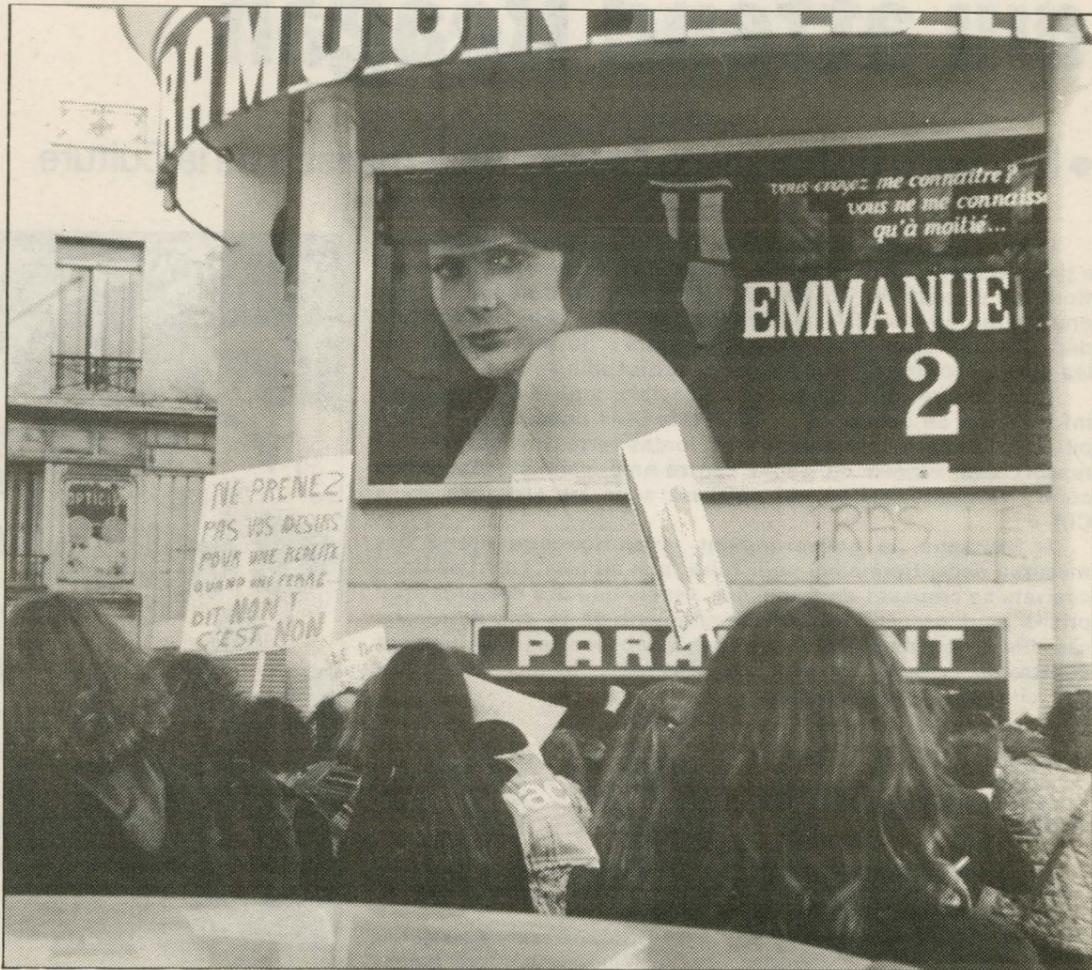
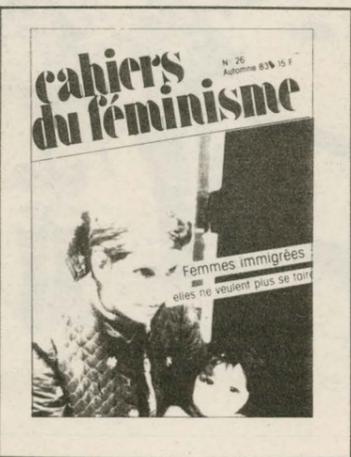
Dans une deuxième partie, Christine pour le Collectif antisexiste introduisait le débat sur la loi en définissant la position de « soutien

critique » adoptée par les organisations composant le Collectif et donnait le contenu des amendements proposés.

Deux positions opposées s'exprimaient ensuite. A. Zelenski, pour la Ligue des droits des femmes, trouvait le projet « satisfaisant ». Une militante du Parti féministe révolutionnaire (composé des militantes d'Elles voient rouge) développait qu'il serait avant tout « inutile ».

O. Dhavernas apportait des arguments à la position du Collectif: « Je pense qu'il faut faire connaître cette loi, l'utiliser... mais il ne faut pas pour autant passer sous silence le fait que le législateur n'a pas réellement employé les moyens dont il dispose. »

Sonia Folloni



## ROUEN, CHAPELLE DARBLAY, UNE REGION SOUS PRESSION (3)

### Interview de 4 de nos camarades

**Florence, lycéenne et militante des JCR, José, cheminot, Luc, ouvrier à Chapelle Darblay et Michèle, institutrice à Saint-Etienne et conseillère municipale, répondent à nos questions (voir « Rouge » des 18 et 25 novembre 1983.)**

● Où en est la lutte à la Chapelle de Saint-Etienne-du-Rouvray ?

**Luc** — Le plan Parenco-bis ne passe toujours pas. On a fait en délégation le tour des groupes parlementaires, PS, PCF. Les travailleurs ont constaté qu'ils ne se préoccupaient absolument pas de notre sort. Trois cars pleins sont montés à Paris; nous avons retrouvé, en face de nous, les CRS. Les gars ne se sont pas gênés pour dire ce qu'ils en pensaient à l'assemblée générale suivante, à Nouzarède, le secrétaire de la fédération CGT. Ils demandaient en même temps que le syndicat en finisse avec des « opérations bidons », pour organiser des manifestations de masse, interprofessionnelles. Le secrétaire de la CGT Pap'Chap' n'a rien trouvé de mieux que de faire la leçon aux travailleurs présents pour qu'ils se taisent. Même si cela a « jeté un froid », la leçon est mal passée. « On a compris, on n'a que le droit de fermer notre gueule », remarquait un collègue de travail.

Nous disons, nous: « L'heure est aux actions décisives ». Nous proposons les moyens: grève et manifestation régionale; journée sans presse autre qu'une feuille dénonçant les manœuvres des ministères; action nationale, où les papetiers, les mineurs, les métallos, les cheminots, les sidérurgistes... ex-

primeraient tous ensemble leur mécontentement.

Ces propositions sont largement reprises et partagées par nos camarades de travail.

● A la SNCF, aux PTT, quelles sont les conséquences des luttes, à l'heure des bilans ?

**José** — Au dépôt roulant de Sotteville, à la fin de la grève, notre tract LCR se concluait par une proposition: construire ensemble un nouveau parti qui défende réellement les intérêts ouvriers, jusqu'au bout. Il a été bien accueilli et discuté. La CGT y a répondu en disant: « La CGT, c'est aussi la fraternité et la solidarité. » Les discussions au dépôt se sont conclues, entre autre, par la création de l'amicale « la côte 135 ». Elle regroupe les cheminots du dépôt « sans distinction d'opinion, de religion, de race... pour maintenir l'unité et la fraternité qui s'est développée pendant la grève », comme le précisent les statuts.

L'intérêt a été immédiat. La première réunion, qui était aussi un repas de fin de grève, a réuni cent personnes, dans une ambiance très chaleureuse, non-syndiqués, membres des différents partis, syndicats ouvriers. Les membres du bureau syndical CGT, absents, étaient pourtant invités comme tous les autres. Les roulants, après des nombreuses luttes, tiennent à créer un lieu où ils peuvent se retrouver, s'exprimer librement, démocratiquement, dans l'unité. L'amicale ne vise pas, et le dit explicitement, à remplacer les syndicats. Elle tient à ce que ceux-ci jouent leur rôle, même s'il faut « faire pression » pour cela.

Dans le même temps, l'audience de la LCR s'est élargie. Au dépôt, comme dans les autres centres SNCF de Rouen où nous sommes implantés. Nos rangs se renforcent: nous étions 25 cheminots au meeting local il y a quinze jours. Certains étaient là pour la première fois.

● Les jeunes aussi se sont mobilisés à la rentrée; quelles leçons en tirez-vous ?

**Florence** — Nous avons vécu une mobilisation massive et passionnante, et participé à la mise en place de la coordination de 16 bahuts sur l'agglomération. Il y avait au départ un problème pour nous: les jeunes déchiraient les tracts des partis et syndicats. Nous avons choisi une nouvelle méthode d'apparition des JCR. De petites brochures de huit pages nous servaient à exposer nos idées, à les faire lire, après avoir discuté avec des lycéens en évitant le réflexe de rejet au premier abord. La première s'appelait « Ils sont organisés, organisons-nous », la seconde « les JCR, qu'est-ce que c'est, ceux-là », la troisième: « Ils font de la politique, faisons-en aussi. »

Notre présence dans plusieurs bahuts nous permettait en même temps de faire des propositions à tous les lycéens. Nous avons dévoilé ce qu'est « faire de la politique »: se rassembler, faire des comités de lutte, élire des délégués, faire signer une pétition à Savary...

C'est comme cela que nous avons été reconnues comme porte-parole; comme militantes des JCR... (elle rigole), militantes parce qu'au cercle lycéen, il n'y a pour le moment que des filles. Inutile de dire que ce mou-

vement, s'il nous a donné un coup de pouce, nous a aussi posé des problèmes nouveaux pour la construction des JCR. Pour nous, la place des jeunes des LEP est très importante aujourd'hui. Et puis, sur l'agglomération ils ou elles ont tous un parent, père, mère, frère, qui est ou était dans la lutte aux Pap'Chap', chez « Julin » ou à l'« APC »...

● Plus généralement, quel bilan pour la LCR depuis trois mois ?

**Michèle** — Nous avions depuis longtemps décidé de rassembler nos forces à Pap'Chap', lutte décisive pour les travailleurs de l'agglomération. Nos militants passaient régulièrement aux piquets d'auto-défense. Ceci nous a permis d'être reconnus comme une organisation, et d'apparaître comme les meilleurs défenseurs de la lutte des papetiers, dans les entreprises où nous travaillons. A Saint-Etienne, j'ai posé et reposé le problème des Pap'Chap' au conseil municipal. Cela se sait par les comptes rendus dans la presse. Les travailleurs peuvent vérifier que nous avons un seul langage, où que nous soyons. Des habitants et des commerçants de Saint-Etienne, surestimant quelque peu nos forces, m'ont dit: « Puisque le conseil municipal refuse de faire une journée ville morte, organisez-la vous même. »

Nous sentons tous dans les usines, les quartiers, que notre rôle s'accroît, nous posant de nouveaux problèmes. Depuis août, nous n'avons pas arrêté une minute. Nous n'avons pu tout faire, mais choisi de faire l'essentiel.

Propos recueillis par Michel Morel

## NICARAGUA

# C'est un peuple en armes qui attend Reagan

● Interview de Francisco Lacayo, vice-ministre de la Culture

Isoler une partie du territoire nicaraguayen, y installer un « gouvernement provisoire en armes » et demander l'intervention des armées du CONDECA (le Conseil de défense centre-américain que les USA patronnent), tel est, selon une récente dépêche de l'agence « Nueva Nicaragua », le plan retenu par les forces contre-révolutionnaires antisandinistes.

C'est le quotidien mexicain « Excelsior » qui rapporte cette information en précisant : « Les Etats-Unis apporteraient l'appui naval et aérien, tandis que les forces terrestres seraient du ressort des armées du pacte centre-américain et des forces contre-révolutionnaires qui agissent sous les auspices de la CIA. »

A Managua, le gouvernement révolutionnaire prend des mesures exceptionnelles pour faire face au pire. Les rues de la capitale se creusent de tranchées, tandis que des mesures sont prises pour assurer l'approvisionnement de la population en cas d'invasion massive. Cette révolution que les USA veulent abattre doit trouver en nous ses sentinelles avancées au cœur des citadelles impérialistes.

● Comment le gouvernement sandiniste fait-il face à l'aggravation des attaques de l'impérialisme ?

Notre histoire est profondément marquée par l'agression. La présence de soldats nord-américains au Nicaragua est une donnée de notre histoire depuis 1854. Nous nous situons dans la continuité de Sandino qui, en refusant dès 1927 le projet politique des Etats-Unis, avait déclaré « Patrie libre ou mourir ! ». De 1932 à 1979, nous avons lutté contre une des dictatures les plus atroces, la dictature somoziste. Nous continuons à lutter contre le projet des Etats-Unis qui nie notre droit à un Etat souverain.

L'administration Reagan est prête aux pires folies pour nous écraser. Actuellement, la situation est très grave. Nous avons fait tous les efforts possibles pour éviter la guerre. Il nous faut la plus grande patience pour ne pas répondre aux provocations. Ils voudraient que nous traversons la frontière. Tous ceux qui le désirent, des envoyés de monsieur Reagan aussi, peuvent voir à nos frontières que nous avons été attaqués et qu'il n'y a pas de destructions de l'autre côté.

Nous n'avons pas peur. Ils ne pourront jamais conquérir une partie de notre territoire. Nos paysans, nos femmes, nos enfants même, sont armés. Donner les armes au peuple,

n'importe quel gouvernement ne peut pas le faire, parce que c'est dire au peuple : « Voilà, c'est vous les maîtres de la nation. »

● Le gouvernement a lancé un appel à l'aide internationale...

C'est un appel solennel au monde, aux gouvernements et aux peuples pour qu'ils interviennent par tous les moyens possibles. Face aux armes ultra-sophistiquées fournies par la CIA aux somozistes (nous tenons toutes les preuves à la disposition de tous), nous n'avons presque rien, pratiquement pas d'avions, trois ou quatre petits bateaux, alors que nous attendons l'agression de tous côtés. Parce que nous constatons que rien n'arrête la décision de Reagan de nous écraser, nous estimons avoir le droit d'obtenir des armes pour nous défendre.

● Le gouvernement sandiniste a dit qu'il n'accepterait pas que se crée un front interne. L'économie mixte ne laisse-t-elle pas la porte ouverte à la constitution d'un front interne par la bourgeoisie ?

Les bourgeoisies européennes ont achevé l'alphabétisation, la réforme agraire, et développé les forces productives, pas toujours dans le respect du peuple, mais elles l'ont fait. Nos oligarchies, nos bourgeoisies n'ont été que des petits



laquais des projets de Washington. Ce n'est pas la bourgeoisie, c'est nous qui avons fait l'alphabétisation ; c'est nous qui avons fait la réforme agraire ; ce n'est pas la bourgeoisie qui a eu un projet industriel pour le pays.

Une partie de la bourgeoisie est partie avec les somozistes. La bourgeoisie du Nicaragua est tellement myope et faible qu'elle n'avait même pas de parti politique. Pendant l'insurrection, il n'y avait qu'un seul drapeau aux mains du peuple, le drapeau rouge et noir du FSLN. Nous n'avons conclu aucun pacte avec la bourgeoisie. Nous avons un projet bien défini, l'économie mixte, le pluralisme politique et le non-alignement. Ce projet, nous l'avons toujours respecté. Mais, petit à petit, les bourgeois qui étaient, pour la plupart, dans des sociétés à capitaux nord-américains, ont commencé à sentir qu'ils avaient perdu le pouvoir et qu'ils ne le retrouveraient jamais. Non par décision du FSLN, mais parce que le peuple ne le veut pas.

Nous garantissons l'économie mixte, mais qu'est-ce qu'il se passe ? Si des entrepreneurs privés produisent du coton, du café, en respectant le projet de la révolution, une partie de la bourgeoisie, par contre, boycotte la révolution et appuie de plus en plus ouvertement la contre-révolution. Elle est prête à s'offrir au gouvernement Reagan comme une solution alternative, celle de l'impérialisme contre nous. Cette fraction de la bourgeoisie s'allie avec certains secteurs de l'Eglise, surtout l'évêque de Managua qui monte des campagnes contre le service militaire populaire et organise des manifestations où l'ambassadeur des Etats-Unis, le représentant de ceux qui bombardent nos installations, nos écoles, se fait applaudir.

Nous acceptons l'opposition, les partis politiques existent, nous les respectons. La loi pour des élections en 1985 va être votée par le Conseil d'Etat. Des gens se plaignent des choses qui ne vont pas bien : c'est une preuve de notre démocratie. Si le journal *la Prensa* avait écrit comme il le fait maintenant sous le



régime de Somoza, il serait déjà fermé.

Nous sommes la révolution la plus généreuse de l'histoire moderne, la seule révolution qui n'a pas prononcé de peine de mort contre des gens qui avaient torturé et massacré. Les dossiers de la police de Somoza sont entre nos mains et ces gens dont nous avons la preuve qu'ils se sont comportés comme des nazis apprennent à lire et à écrire et sont formés à un métier, ils reçoivent des visites conjugales dans les prisons.

Avec patience, sans renoncer au respect des droits de l'homme, sans renoncer à ses principes, le gouvernement est décidé à ne plus permettre le sabotage et la création d'un front interne dans le projet d'invasion qu'a l'administration Reagan. Notre armée ne réprimera pas : c'est notre peuple qui remettra à leur place ceux qui osent trahir notre peuple.

● Quel soutien attendez-vous ?

Nous savons qu'une agression directe de l'impérialisme contre

notre pays, c'est aussi la guerre contre toute l'Amérique latine. Les Etats-Unis étaient alliés du gouvernement d'Argentine, mais quand il a fallu choisir entre les intérêts du peuple argentin et ceux du gouvernement anglais, ils ont choisi ouvertement les Anglais. Notre réaction a été en cohérence avec nos principes. En laissant de côté l'attitude des généraux argentins — qui entraînaient les gardes somozistes au Honduras — nous avons immédiatement condamné l'agression de l'Angleterre et des Etats-Unis contre le peuple argentin.

La solidarité, c'est aussi une responsabilité du monde entier. Tous ceux qui croient à la justice et à la vérité doivent être prêts à agir par des mobilisations, des protestations, des pressions, des dénonciations, afin que Reagan sache que le prix à payer sera tellement élevé qu'il vaut mieux ne pas mettre en marche son projet criminel.

Managua, le 21 octobre 1983  
(Propos recueillis par Bernard Sparte)

## LES NOTRES

### Farrell Dobbs 1907-1983

Nous publions ci-dessous le message envoyé par le Secrétariat unifié de la IVe Internationale en hommage à Farrell Dobbs, dirigeant du Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis, qui est décédé le 31 octobre dernier en Californie.

« Farrell Dobbs a incarné comme peu ont su le faire, la compréhension de la nécessité de la construction d'un parti socialiste révolutionnaire pour libérer la classe travailleuse qui a été celle des meilleurs dirigeants de la classe ouvrière.

« Il y a plus de quarante ans, et bien qu'il ait déjà acquis une stature historique comme militant syndical, Farrell Dobbs quitta le travail syndical pour diriger un petit parti marxiste révolutionnaire.

« Farrell Dobbs a dirigé le SWP pendant toutes les années 1950, la période la plus difficile de l'histoire du mouvement socialiste américain. Il symbolise la détermination des cadres trotskystes des Etats-Unis de persévérer à tout

prix dans leur travail de construction du parti révolutionnaire dans ce pays, qui tient une place centrale dans le monde capitaliste et impérialiste actuel.

« La stature de Farrell Dobbs et son dévouement total à son objectif de construction de l'instrument nécessaire à la libération de la classe ouvrière et de toute l'humanité témoignent de la qualité du petit groupe de révolutionnaires qui s'étaient regroupés autour de Léon Trotsky pour reconstruire le parti révolutionnaire international et pour continuer à développer le marxisme révolutionnaire comme un instrument scientifique.

« La IVe Internationale honore la mémoire de Farrell Dobbs comme un exemple du dévouement des cadres éduqués par Trotsky pour la tâche de construction du parti mondial de la révolution socialiste. »

Secrétariat unifié  
de la IVe Internationale,  
2 novembre 1983.

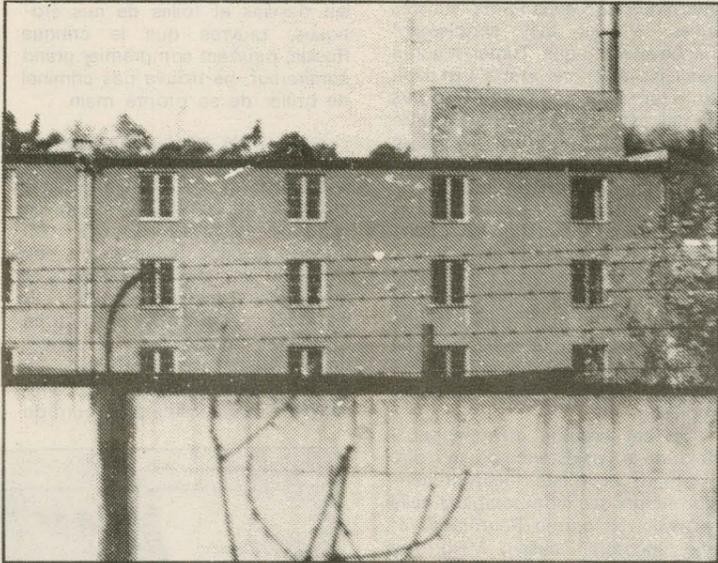
# TCHÉCOSLOVAQUIE

## Quarante personnalités exigent la libération de Petr Uhl

L'appel suivant a été envoyé au président Gustav Husak par cinq citoyens tchécoslovaques. Un certain nombre de personnalités ont décidé de le reprendre à leur compte en France.

Monsieur le président,  
Lors du procès de 1979 contre le VONS, l'un des épisodes les plus sombres de l'histoire de la justice tchécoslovaque, six personnes furent condamnées pour activité criminelle sans la moindre preuve, simplement pour avoir attiré l'attention de l'opinion publique sur un certain nombre d'injustices. Parmi les condamnés se trouvait notre ami Petr Uhl. Il a reçu la peine la plus lourde, cinq années d'emprisonnement. Il est le seul d'entre nous qui n'a pas encore été libéré. C'est la seconde fois qu'il est emprisonné pour avoir défendu les droits civiques et il a, à cette date, passé huit ans en prison. Petr Uhl est un homme courageux et honnête qui, malgré les persécutions dont il est l'objet, a continué à défendre ses convictions socialistes. Plus que quiconque, il a été contraint à des lourds sacrifices pour défendre ses idéaux.

Nous vous demandons — non seulement en tant que chef de la justice de notre pays, mais en tant qu'homme qui, injustement emprisonné durant de nombreuses années, n'a jamais abandonné ses convictions — de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour obtenir la libération de Petr Uhl. Il n'est pas nécessaire de vous rappeler qu'un tel acte serait accueilli favorablement non seulement par la famille et les amis de Petr Uhl,



La prison dans laquelle Petr Uhl a récemment été transféré.

mais également par l'opinion publique démocratique mondiale qui connaît bien son cas et le suit avec attention.

Prague, 5 août 1983  
Otta Bednarova-D' Vaclav Benda  
Jiri Dienstbier-Vaclav Havel  
Dana Nemcova

Paris, le 22 octobre 1983,  
cosignataires :

Edouard Pignon, Hélène Parmelin, Pierre Emmanuel, Jean Ellenstein, Daniel Guérin, Jean-Pierre Faye, Victor Leduc, Yves Vargas, Jean-Claude Guillebaud, Etienne Balibar, Alain Krivine, Ernest Mandel, Laurent Schwartz, Michael Lowy,

Hélène Fould, Paul Flamand, Pavel Tigrid, Vladimir Jankelevitch, Jacques Julliard, Jean Cassou, Colette Magny, Philippe Robrieux, Gérard Molina, Paul Goma, Antoine Spire, Denis Berger, Pierre Vidal-Naquet, Jean Lacouture, Lubomir Sochor, Claude Bourdet, M<sup>o</sup> Jacob, Jean-Marie Vincent, Pierre Daix, Claude Roy, Jeanne Brunschwig, Jules Moch, M.-J. Chombart de Lauwe, Madeleine Rebérioux, Père Chenu.

Envoyez vos signatures à : Véronique Chabrol, 277, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél : 531 66 43. Souscriptions : Geneviève Deroin, 7, rue Victor-Hugo, 92700 Colombes. CCP 1178.22 Paris.

## ANTILLES

# Nos camarades du G.R.S. en congrès

Du 29 au 31 octobre s'est tenu à l'Ajoupa-Bouillon (Martinique) le VI<sup>e</sup> Congrès du Groupe révolution socialiste, section antillaise de la IV<sup>e</sup> Internationale. L'essentiel du débat a porté sur deux points : la nouvelle situation créée par l'arrivée de la gauche au pouvoir en France et les conséquences dans la Caraïbe de l'invasion US à Grenade.

Sur le premier point, les congressistes ont constaté l'offensive actuelle de la droite colonialiste qui s'efforce de regagner ses positions électorales perdues après 1981 (la gauche est en effet devenue majoritaire au conseil régional de la Martinique). Face à cela, les luttes des travailleurs ont tendance aujourd'hui à se multiplier, y compris sur des thèmes nouveaux comme l'oc-

cupation des terres. Mais elles restent dans l'ensemble défensives et toujours très localisées.

Les partis réformistes (partis communistes guadeloupéen et martiniquais, Parti progressiste martiniquais) se sont plus ou moins ralliés au nouveau gouvernement et s'efforcent chacun d'apparaître comme les interlocuteurs privilégiés de la métropole. Cependant, aucun changement significatif n'étant apparu dans les îles, ces partis sont amenés désormais à durcir le ton en prenant toutefois bien garde de ne centraliser aucune lutte.

Dans ce cadre, la responsabilité du GRS est importante. Encore faible numériquement, cette organisation a une influence très significative dans les deux îles, comme en témoigne le très grand écho de son congrès à la télévision et dans les radios. En Guadeloupe, ses militants participent à la direction du troisième syndicat de l'île, le MASU. En Martinique, ils viennent de jouer un rôle déterminant dans l'animation de la grève du personnel de tous les grands hôtels. Sur le plan électoral, le GRS a dépassé le score du PCM à Fort-de-France et a eu deux élus au conseils municipaux de Saint-Esprit et de l'Ajoupa-Bouillon, municipalité dirigée par un ancien membre de l'organisation.

A chaque occasion, le GRS s'efforce de rassembler toutes les forces anticolonialistes, malgré les réticences des PC ou du PPM et le sectarisme des organisations nationalistes. En ce qui concerne l'invasion de Grenade, les délégués ont pu mesurer le coup énorme porté par l'impérialisme et ceux qui ont pris la responsabilité d'assassiner Bishop et les principaux dirigeants de la révo-

lution. La droite peut aujourd'hui se déchaîner pour expliquer que l'indépendance est impossible pour les îles de la Caraïbe et qu'il vaut mieux « rester Français ». Grenade représentait justement le symbole de ce qui pouvait réaliser un peuple engagé dans une révolution sociale et anti-impérialiste.

Dès le début de cette révolution, le GRS fut la seule organisation à populariser cette expérience. Sa direction avait établi des liens fraternels avec l'équipe de Maurice Bishop et, cet été, Jeunesse d'avant-garde, l'organisation de jeunesse liée au GRS, avait envoyé une brigade de jeunes à la Grenade. Le congrès a décidé de prendre des contacts avec toutes les organisations anti-impérialistes de la Caraïbe pour créer un Front de solidarité avec le peuple de Grenade.

Enfin, des dispositions ont été prises pour améliorer le fonctionnement de l'organisation et recruter. En effet, le recrutement du GRS n'est pas à l'image de son influence quand on sait, par exemple, que dans les deux îles où vivent environ 600 000 habitants, l'hebdomadaire *Révolution socialiste* se vend à plus de mille exemplaires et *Jeunesse d'avant-garde* à plus de cinq cent exemplaires.

A la fin du congrès, notre camarade Alain Krivine a apporté les salutations de la LCR et du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale, en insistant plus particulièrement sur la nécessité pour la LCR d'intensifier ses activités anticolonialistes et d'aider plus amplement l'intervention de la Section immigration du GRS en France.

Raphaël Dufleaux

## ET MAINTENANT L'URUGUAY

APRES l'Argentine et le Chili, l'Uruguay ? Au terme d'une décennie de dictature, ce pays est aujourd'hui l'objet d'un essor spectaculaire des mobilisations populaires. Ces derniers mois, les grèves de courte durée, les concerts de casseroles, les manifestations de rue se sont multipliés, tandis que se renforçaient les organisations ouvrières illégales.

Confronté à une situation économique catastrophique (17 % de chômeurs, quatre milliards de dollars de dette extérieure, etc.), le régime du général Gregorio Alvarez a bien cherché à désamorcer ce processus en tentant, dans la perspective d'élections en 1984, une « ouverture » en direction des partis bourgeois légaux : le « Blanco » (centre-gauche), le « Colorado » (libéral) et l'Union civique (catholique conservateur). Mais sa volonté d'institutionnaliser des mesures d'exception en plaçant notamment les militaires « au-dessus d'un futur pouvoir civil » — pour reprendre les termes des milieux d'opposition uruguayens — sous couvert de réforme de la Constitution a fait échouer cette tentative.

Désormais, les militaires au pouvoir se retrouvent aux prises avec un mécontentement populaire qui ne cesse de croître. Témoin, la gigantesque concentration qu'a connue Montevideo, le 27 novembre. Quatre cent mille personnes y ont participé (le tiers de la population), à l'appel des partis autorisés et des formations clandestines de la gauche. « La dictature se termine », criaient les dizaines de milliers de manifestants qui, à l'issue du rassemblement, ont parcouru les rues de la capitale. Comme dans le reste du cône sud, les masses laborieuses viennent d'organiser leur propre plébiscite pour une « démocratie sans exclusive ».

C. P.



bureau politique du PC ouest-allemand et Alain Krivine.

W. Zagladine de la direction du Parti communiste d'Union soviétique, un responsable du PC d'Allemagne de l'Est et un dirigeant du Parti socialiste belge qui avaient donné leur accord pour participer au débat se sont fait « excuser » à la dernière minute. Toujours est-il que le débat fut animé et eut le mérite d'exister. A quand de telles confrontations en France ?

## CHINE

### L'arbre ne doit pas cacher la forêt

L'arrivée dans notre pays de la jeune Chinoise Li Shuang a fait les manchettes de la presse occidentale. La volonté de cette femme de vivre avec un étranger, ancien maoïste et diplomate français, l'a privée de liberté durant deux ans, sous le prétexte d'« inconduite » et de « manque de dignité ». Enfermée en 1981 au camp de Liang Xiang, dans la grande banlieue de Pékin, elle a été « rééduquée par le travail ». Parce qu'il symbolisait la politique répressive des bureaucrates chinois, le cas de Li Shuang a entraîné un grand élan de solidarité dans le monde. En France, des dizaines de personnalités, d'organisations ont exigé sa libération. Il aura fallu deux ans pour que cette pression aboutisse.

Presque en même temps, on apprenait que Ren Wanding, technicien de 39 ans, détenu depuis le 4 avril 1979, avait été libéré quatre années, jour par jour, après son arrestation. Responsable de l'Alliance pour les droits de l'homme, Ren Wanding avait été l'une des principales victimes de la vague de répression que subit le mouvement démocratique dit du « printemps de Pékin » à la fin des années soixante-dix. Ce mouvement s'était rendu célèbre par la publication de dizaines de revues parallèles et par la volonté de certains de ses animateurs de renouer avec une critique socialiste du régime chinois.

Ces deux libérations ne sauraient dédouaner les autorités chinoises de leur action contre les dissidents, car ce sont des centaines de personnes qui ont été emprisonnées en Chine et condamnées entre 1979 et 1982. Et dans son dernier rapport, Amnesty International s'inquiétait : « La majorité des prisonniers d'opinion arrêtés en 1981 sont demeurés incarcérés sans jugement et sans qu'on connaisse les chefs d'accusation retenus contre eux. » Au moment où le PC chinois organise une vaste « campagne nationale de lutte contre la criminalité » qui se traduit par des exécutions collectives en série, la vigilance et la mobilisation de l'opinion s'imposent plus que jamais. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

C. P.

## LIBAN

### Manifestation à Rouen

Une centaine de personnes ont manifesté dans les rues de Rouen, la semaine dernière « contre la liquidation de l'OLP, contre le raid des Super-Étendard français ».

La manifestation était appelée par l'Association médicale franco-palestinienne, l'Union nationale des étudiants marocains, la Ligue des droits de l'homme d'Elbeuf, l'École émancipée, la LCR, le PSU, le MDPL.

## DEBAT SUR MARX

Du 25 au 28 novembre, s'est tenue à l'Université libre de Bruxelles, une semaine sur Karl Marx qui a rassemblé plusieurs dizaines d'intellectuels et de responsables du mouvement ouvrier européen, dont notre camarade Ernest Mandel. Ce séminaire s'est conclu par un débat public sur Karl Marx et les mouvements pacifistes aujourd'hui. Ont participé à ce débat présidé par un universitaire belge, un pacifiste hollandais, un membre du bureau politique du PC belge, un membre du

Vincent PLACOLY

Cronaques de l'abolition de l'esclavage

Roman édité par La Brèche

vient de paraître

INPRECOR

AMERIQUE CENTRALE

La révolution dans l'état impérialiste

DOSSIER POLOGNE

Solidarité, deux ans après...

MOYEN-ORIENT

LA "PAIX" AMERICAINA

# PEINTURE Turner

**L'**ENVERGURE de Turner étouffe. On a pu la comparer à celles de Goya et de Picasso. Mais, on peut dire qu'il est plus étonnant encore en ce que son parcours artistique embrasse trois siècles, du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup>.

En effet, le jeune homme qui surgit comme artiste à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle prend pour maîtres les sommets du siècle précédent qui fascinent l'Angleterre — où la peinture nationale de qualité est tardive — et qui sont les grands paysagistes et peintres de marines hollandais et, plus encore, Claude Gellée, dit Le Lorrain, ce Français de Rome qui, lui, plus que tout autre, a porté le paysage au niveau de l'art majeur, autant par sa peinture de la lumière que par les valeurs de paix et de bonheur dont il a su la charger.

Turner s'est donné le premier objectif d'égaliser les Hollandais et Le Lorrain, et il y est parvenu, mais en donnant à ses paysages une autre charge affective.

Ce n'a été là pour lui qu'un début. L'Europe tremblait dans les guerres de la Révolution française et de l'Empire. Turner, libéral comme Goya, traduit dans sa peinture la même ambiguïté de sentiment. Peignant le noir ciel tragique d'*Hannibal passant les Alpes*, il voyait au travers de la lutte entre Carthage et Rome, à l'heure de l'éphémère victoire carthaginoise, celle de l'Angleterre de 1812 remportant ses premières victoires contre Napoléon, et prévoyait avec pessimisme l'écrasement de la première par le second, comme dans l'exemple antique. Dans cette peinture tragique, sans plus de précédent que *Désastres de la guerre* de Goya, il y a ce qu'André Breton vit dans le roman noir anglais de la même époque : la transposition onirique de l'angoisse du temps et de son opacité. Mais Turner l'élève au niveau artistique du cosmique. En cela, il est d'emblée un très grand romantique, bien plus profond que l'Allemand Friedrich, son contemporain, qu'il rappelle dans ses paysages transfigurés, égal au seul Goya, sur une voie parallèle plus abstraite.

La paix revenue, et l'Angleterre victorieuse, et non détruite, Turner

commence alors une peinture radieuse. Il est vrai — quoique cela se chicane aujourd'hui — qu'il « invente » l'impressionnisme plus de vingt ans avant cette « révolution française » de la peinture (Claude Monet partira de sa « leçon »), mais aussi que cette peinture des formes dissoutes et remodelées par la lumière est d'un tout autre contenu psychologique. D'un contenu inverse, même, en cela que Turner est entièrement dominé par le pessimisme métaphysique, caractéristique du vieux matérialisme mécaniste. Son univers est sans transcendance. Si l'homme est minuscule dans ses tableaux, ce n'est plus, comme chez Le Lorrain, dans un accord homme/nature, où celle-ci est reflet sensible de la divinité, mais au contraire la petitesse de l'homme écrasé par d'aveugles forces insensibles. L'impressionnisme de Turner est donc plus du sentiment que des choses, ce qu'ont vu, avant ses admirateurs, ses détracteurs, dont l'un disait qu'il faisait « des tableaux de rien, et très ressemblants ».

Mais cette peinture « impressionniste » — poussée jusqu'à un véritable pré-Cézanne — n'est pas le point d'arrivée du vieux Turner dont les dernières toiles nous fas-

cinent par leur modernité plus abstraite que les derniers Monet du XX<sup>e</sup> siècle. Des critiques et historiens d'art ont, tout en s'en félicitant, souligné le regard anachronique que nous jetons sur des toiles, à leur avis simplement inachevées et que Turner n'aurait pas laissées en cet état s'il en avait eu le temps. Nous ne sommes pas de cet avis. Le nombre et la taille de ces toiles, rapprochés avec le caractère des dernières qu'il exposa, nous semble prouver que le peintre était parfaitement conscient de leur perfection en même temps que, dans sa misanthropie (bien compréhensible, du fait de la virulence du gros de la critique à son égard), il était persuadé du rejet qu'en ferait le public de son temps et du risque que l'accusation de folie ne nuisit à sa gloire acquise.

Car cet homme offre le paradoxe de la coexistence d'une gloire éclatante et d'une incompréhension hargneuse (comparable à celle qu'avait rencontrée Rembrandt et que rencontra Picasso). Malgré de riches amateurs et protecteurs, il fut un homme seul, par son art autant que par ses idées et ses mœurs. Sous le règne de cette reine Victoria qui donna son nom au plus étroit et hypocrite mora-

lisme, il ne se maria pas, vécut successivement en concubinage avec trois femmes, deux veuves et la nièce de la première, ne reconut pas ses enfants, et il accumulait dessins et toiles de nus érotiques, œuvres que le critique Ruskin, pourtant son premier grand admirateur, ne trouva pas criminel de brûler de sa propre main.

Sans doute est-ce John Berger, dans son étude de *l'Air des choses* (éd. Maspero), qui a atteint le sens profond de Turner en situant la violence comme axe de son œuvre : violence de la nature — de l'eau, du vent, du feu de la terre et du soleil — écrasant l'homme et exprimant symboliquement tout ce qui l'écrase socialement. Le dernier de ses plus fameux tableaux, ce *Pluie, vapeur et vitesse*, de 1844, est peut-être aussi le plus lourd de

sens, en cela que ce premier train de l'histoire de la peinture, fonçant dans le déchaînement des éléments, symbolise aussi le rapport de l'homme et de la machine à vapeur, gloire du XIX<sup>e</sup> siècle et signe de l'enfer prolétarien.

Déraciné social, qui meurt caché sous un pseudonyme, cet « homme seul, entouré de forces implacables et indifférentes » (John Berger), ajoutons, et d'une société hostile, était toutefois un de ces robustes plébiens qui dominent par leur vitalité transmutée en art, même le désespoir philosophique. La beauté du monde équilibre l'horreur du monde en la vie de Turner comme en ses toiles conquérantes.

Michel Laquenne

L'exposition du Grand-Palais dure jusqu'au 14 janvier 1984.

## Bédarride

**S**il la violence contestataire, l'irrespect, l'humour corrosif, le dédain du matériau qui dure sont des vertus de jeunesse, quel jeune homme que Bédarride, qui a soixante-huit ans et ne peint plus depuis quinze ans parce qu'il estime qu'il a dit tout ce qu'il avait à dire (combien de « maîtres » devraient faire comme lui !).

Rencontrer ses œuvres au milieu du VI<sup>e</sup> arrondissement, parmi tant de hardiesses depuis longtemps usées ou mort-nées, c'est un choc salutaire.

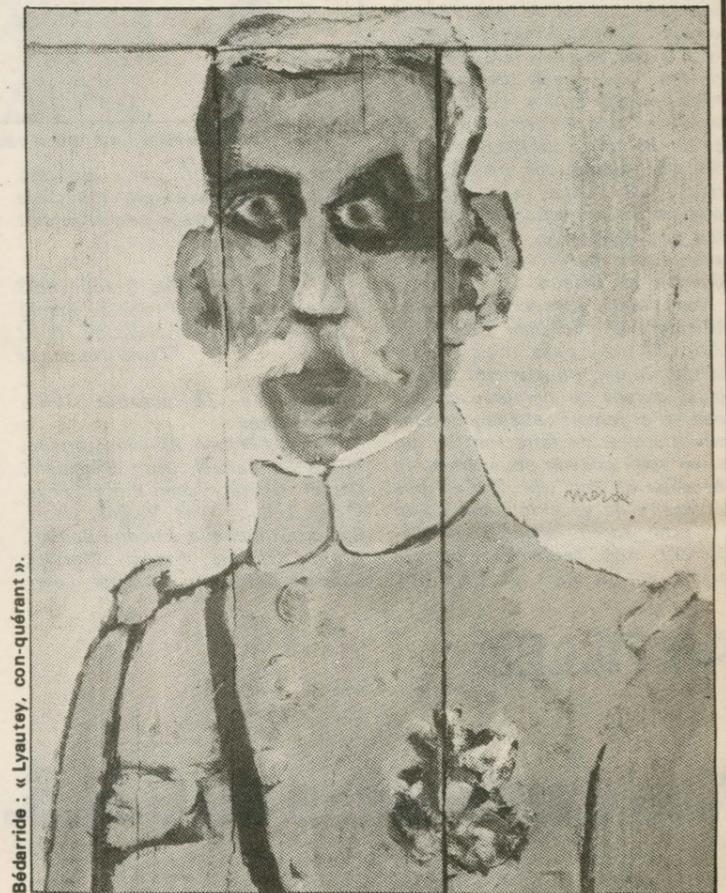
Bédarride : un nom inconnu de peintre méconnu, un anarchiste qui peint à grands coups de pinceau justes sur des planches à demi-

disjointes, sur de vieux tapis ou toiles à matelas, sur des couvercles de boîtes en fer, des portraits terribles dont les modèles n'ont jamais posé devant lui. Cela va de Richelieu et Mozart à Kafka et à la Femme à barbe de la foire, en passant par des infantes espagnoles, Victor Hugo en billet de banque, Lyautey, conquérant halluciné — et signé d'un « merde » discret — sans oublier des autoportraits. Tout cela s'impose avec force, sans discussion. C'est de l'authentique grande peinture.

A découvrir sans faute.

M. L.

Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud, Paris VI<sup>e</sup>, jusqu'à fin décembre.



Bédarride : « Lyautey, conquérant ».



● **Samedi** 21 h 35 (TF1) ; « Droit de réponse » consacré au logement ! Sujet explosif, où l'on souhaiterait voir débattre du logement à Paris sous la férule chira-

quienne... Yves Lancien viendra-t-il ?

● **Dimanche** 22 h 30 (FR3) ; début d'un cycle consacré à l'un des grands méconnus du cinéma holly-

woodien, Henry King. Ce soir, *le Pacte*, avec Tyrone Power, illustrera à merveille le propos de King dans ses films, l'exaltation d'individualistes célèbres capables de se transcender dans des entreprises hors du commun.

● **Lundi** 20 h 35 choix entre *la Beauté du diable* de René Clair avec Michel Simon et Gérard Philippe (TF1) ou *Traitement de choc* de Alain Jessua avec Alain Delon, Michel Duchaussoy et A.

Girardot. Deux films bien faits, se rattachant à la même veine fantastique...

● **Mardi** 20 h 35 (FR3) ; « Dernière séance ». Action avec *les Cavaliers* de John Ford avec John Wayne et William Holden (culottes de peau en vadrouille durant la guerre de Sécession : tonique !) et *Le monde lui appartient*, un splendide film de Raoul Walsh avec Gregory Peck, Ann Blith et Antony Quinn.

22 h 10 (TF1) une demi-heure

pour vous inciter à aller voir l'extraordinaire expo consacrée à Turner, au Grand Palais.

● **Mercredi** 22 h (A2) ; « Cinéma, cinéma », la meilleure émission télé sur le 7<sup>e</sup> Art.

● **Vendredi** 23 h (A2) ; *les Feux de la rampe*, de Charlie Chaplin avec C. C., Claire Bloom et... Buster Keaton ! Un superbe mélodrame sur la vieillesse.

Michel Laszlo

## HISTOIRE DE LA GUERRE SCOLAIRE

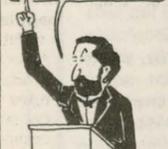
Par Vassili

Résumé : en Alsace-Lorraine depuis 1871, les instituteurs se voient affublés d'une étiquette confessionnelle...



Les années 70 marquent les dernières tentatives de restauration de la monarchie.

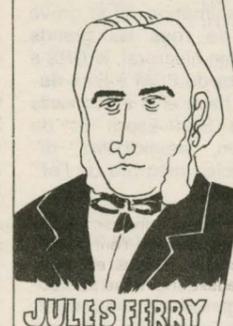
Les républicains à présent majoritaires se doivent de consolider leur victoire par un vaste programme de libertés démocratiques, de laïcisation de l'Etat, de l'école!



... Dans un pays où 39 000 religieuses « éduquent » plus de la moitié des filles en primaire! Pour les garçons, on compte 12 000 Frères.



Ce sera l'œuvre de



1879: création d'Ecoles Normales d'Instituteurs dans 67 départements.  
1880: les ministres des cultes sont exclus du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique.  
1881: loi sur la GRATUITÉ.  
1882: lois sur l'OBLIGATION scolaire et la LAÏCITE.  
1886: laïcisation des personnels.  
1889: les instituteurs deviennent Fonctionnaires de l'Etat.

En 1886, sont créés les collèges et lycées pour filles par

**CAMILLE SEE**



A suivre...

# Sixième congrès

Le VI<sup>e</sup> Congrès de la LCR se tiendra en janvier 1984 dans la région parisienne. Tous les militants de notre organisation sont appelés à débattre de la situation après plus de deux ans de gouvernement de gauche, des tâches d'une organisation révolutionnaire aujourd'hui, des moyens pour avancer dans la construction de la LCR. Ces questions intéressent, bien au-delà de la LCR, des milliers de travailleurs et de travailleuses, de militants qui ne se reconnaissent pas

dans la politique du PS et du PC au gouvernement, dans le soutien que leur apportent les directions des confédérations syndicales. Les révolutionnaires n'ont rien à cacher de leurs débats. Nous avons déjà publié le projet de thèses adopté par la majorité du comité central dans *Critique communiste*, qui publiera des contributions au débat. *Rouge* ouvre dans ses colonnes une tribune de discussion qui se prolongera jusqu'en janvier.

## Construire l'alternative révolutionnaire

Une crise révolutionnaire de Mai 68 a ouvert une période d'instabilité politique et sociale. Aucune des deux classes fondamentales n'a depuis réussi à rétablir l'équilibre à son profit.

Si la classe ouvrière a subi certains échecs, elle n'en a pour autant pas été défaite alors que la bourgeoisie, pour restaurer ses taux de profit, doit infliger au prolétariat une défaite, un recul profonds et prolongés pour lui faire payer les frais de la crise.

La victoire électorale de Mitterrand en mai 1981, loin de représenter une stabilisation social-démocrate ou de type troisième force, représente un échec de la bourgeoisie.

Même si aujourd'hui peu de réactions s'opposent à une mobilisation à droite de par la division et la confusion régnant dans le mouvement ouvrier, et la faiblesse de sa gauche révolutionnaire, n'en tire pas de conclusions superficielles. C'est justement la peur d'un affrontement extraparlémentaire, affrontement pourtant inévitable, qui amène la bourgeoisie à mener plus une politique de pressions sur le gouvernement qu'une offensive pour l'instant jugée prématurée.

Cette situation, grosse d'affrontements politiques et sociaux majeurs, ne peut être assimilée à celles de 1936 ou 1945. La radicalisation ouvrière ne se traduit plus de la même manière car justement la classe ouvrière a fait l'expérience de 1936, 1945 et plus récemment de Mai 68 et des années consécutives. Si, faute d'alternative, les organisations traditionnelles peuvent encore être considérées comme partiellement utiles, il n'y a plus de rapports de confiance des masses vis-à-vis de ces organisations. La chute des effectifs syndicaux, l'absence de courant d'adhésions au PS et au PCF en témoignent.

L'unité des travailleurs ne peut se réaliser efficacement et activement par une seule tactique de dénonciation tournée vers ces partis. La politique de front unique est une politique globale visant à l'unification du mouvement des travailleurs dans une dynamique anticapitaliste. Or, cette unité ne se fera pas seulement par des appels à l'action contre la droite d'un côté, ou contre le gouvernement d'un autre. Pour que se constitue et s'affirme l'unité, l'auto-organisation et l'auto-détermination des travailleurs, il faut formuler une alternative politique et organisationnelle. Il faut affirmer l'exigence d'une autre politique partant des besoins des travailleurs, des besoins sociaux en formulant les mesures anticapitalistes d'urgence. Une telle politique est nécessaire face à la crise inédite et globale du capitalisme mais aussi en réponse aux « modèles » bureaucratiques. C'est en partant en effet des luttes d'aujourd'hui que se prépare le socialisme autogestionnaire de demain.

C'est en combattant pour de telles mesures (contrôle, gestion ouvrière, plans alternatifs par exemple), en combattant pour leur mise en œuvre, que nous arriverons à regrouper les forces aujourd'hui dispersées dans les luttes, les oppositions syndicales, du PS et du PCF. Le renforcement de la LCR et son réarmement politique sont une condition essentielle pour que se constitue dans la recomposition du mouvement ouvrier un parti révolutionnaire pour l'autogestion socialiste. Ce sont là les enjeux du prochain congrès de la LCR : une alternative crédible et fonctionnelle, réponse aux interrogations issues de la déroute du réformisme.

F. D., E., P. L., Y. (Paris)

## L'enjeu : le choix d'une orientation

USQU'A présent notre débat a essentiellement porté sur l'appréciation de la situation politique. Il s'agit aussi d'en tirer les conclusions par rapport à nos choix en termes de tâches.

Le projet de thèses majoritaire s'appuie sur l'orientation politique définie par notre dernier congrès. Sur toutes les grandes questions — analyse du sens du 10 mai, attitude par rapport au gouvernement, démarche de front unique, défense d'une politique alternative, etc. — il s'agit de poursuivre la mise en œuvre d'une ligne politique qui a été testée ces deux dernières années. Les corrections apportées concernant la situation doivent nous permettre de mieux ajuster celle-ci et de la rendre plus efficace.

Notre participation aux luttes de ces derniers mois permet de voir plus clairement comment intervenir dans la situation actuelle.

Sur la base de notre orientation, comment définir nos tâches ?

Nous devons intervenir, partout,

comme les meilleurs défenseurs des revendications ouvrières. Face aux patrons, contre l'austérité, nous luttons avec les travailleurs pour empêcher les licenciements, pour défendre le pouvoir d'achat et tous les acquis ouvriers.

Nous devons intervenir pour, à chaque occasion, éclairer les problèmes politiques qui sont au cœur de la situation. Exprimer, avec les travailleurs, le refus d'une politique qui bafoue les aspirations du 10 mai et tourne le dos à l'intérêt des travailleurs. Pour exiger du PS et du PCF qu'ils gouvernent contre les capitalistes ! Et pour expliquer qu'une autre politique est possible : celle du véritable changement s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs.

Nous devons être partie prenante de tous les processus de recomposition politique qui sont à l'œuvre dans les rangs du mouvement ouvrier. Et poser ainsi, avec de plus en plus de force, la question de la construction d'un Parti révolutionnaire.

Il s'agit là d'une orientation d'ensemble.

C'est celle que nous avons commencé à appliquer à travers nos initiatives d'organisation et dans les luttes ouvrières : dans l'automobile, à la SNCF, dans les PTT, à la Chapelle Darblay, dans les hôpitaux... Une orientation que nous devons continuer à appliquer avec de nouveaux instruments comme le plan d'urgence et le plan d'action.

Et c'est cette orientation que les camarades organisés en tendances mettent en cause. Ainsi la TU propose de tout réduire à l'axe « batte la droite » et nous invite à engager sur ce thème, dès 1983, la campagne électorale de 1986 ! Quant à la T3, ses analyses défaitistes de la situation l'amènent à relativiser les questions politiques centrales de l'heure et nous propose un autre type de parti. Dans l'un et l'autre cas, c'est l'essentiel de nos tâches qui se trouve escamoté et, si une de ces orientations se trouvait adoptée, l'organisation s'en trouverait gravement déportée.

F. S. et F. O.

## Un parti à gauche de la gauche : une méthode dès maintenant

La question de la construction d'un parti révolutionnaire sera à n'en pas douter un des enjeux importants du congrès de la LCR. Tout laisse à penser que la perspective de naissance à terme d'un nouveau parti des travailleurs passera par des médiations qui refléteront une diversité d'expérience et d'origine.

Certes, ces regroupements se feront probablement sur des bases centristes mais ils nous semblent incontournables et c'est en collaborant avec eux et en luttant à leurs côtés, voire en y participant de manière décidée et loyale, que nous avons les meilleures chances de contribuer à l'émergence d'une formation marxiste révolutionnaire de masse.

La question de l'entrée de la LCR dans un tel regroupement n'est pas posée aujourd'hui. Mais la perspective d'un

nouveau parti des travailleurs ne peut demeurer un vague horizon sans rapport avec nos tâches actuelles : or, les thèses majoritaires, si elles évoquent le projet, sont bien muettes sur les initiatives à prendre pour y parvenir, voire pour le moins sectaires lorsqu'elles proposent comme base de discussion... la quasi-totalité du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Nous devons donc veiller dans notre travail avec tous les courants à respecter leur rythme de maturation. C'est vrai pour les oppositions syndicales, c'est un bilan critique à tirer d'Union dans les luttes.

Notre presse n'a pas cru devoir évoquer l'appel pour la tenue d'assises d'une « Fédération de la gauche alternative ».

L'appel des initiateurs dénonce « la politique gouvernementale qui risque de saper les appuis sociaux de la gauche », qui « compromet la poursuite de l'expérience et risque d'entraîner un retour de la droite », lequel « signifierait un recul de tout projet de transformation socialiste ».

L'importance de ce processus tient moins à son importance numérique qu'au fait qu'il correspond à un besoin objectif de secteurs militants qui hors de ce cadre

seraient amenés au découragement ou pour le moins à un repli sectoriel.

La « gauche alternative » ne constitue pas l'embryon d'un futur parti des travailleurs. Ceci supposerait une entrée en scène autrement plus massive de fractions du mouvement ouvrier traditionnel, qui ne peut venir qu'à la suite d'expériences de longue durée, ce qui dépend du premier chef de la lutte des classes.

Mais elle peut en être un élément significatif si elle parvient à articuler ses choix d'organisation avec la nécessité d'une intervention efficace vis-à-vis des événements nationaux et internationaux : dans le mouvement antiguerre, par exemple, ce qui suppose une claire dénonciation de la force de frappe française, son aspiration par ailleurs légitime à avancer au niveau économique des solutions « alternatives » plutôt que la stérile démarche dénonciatoire, doit éviter les marais du néo-réformisme.

Tous ces débats que cette fédération entend mener doivent trouver un écho auprès de la LCR qui a à répondre par des initiatives, des propositions dans des cadres appropriés. Notre crédit politique ne pourra qu'en être renforcé.

P. F. et F. B. (tendance 3, Paris)

## Savoir débattre pour unir et agir

Un des éléments décisifs pour le développement des luttes prend sa juste place dans les thèses : l'existence d'oppositions syndicales larges et leur affirmation, en particulier dans la CFDT, depuis le 10 mai. Savoir agir correctement pour leur consolidation doit être une de nos préoccupations centrales.

Cela semble aller de soi, mais soulève des exigences :

— A cause de la nouveauté, à cette échelle, d'un tel phénomène dans la recomposition du mouvement ouvrier : certains pensaient, il y a encore un an, que l'opposition syndicale ne pourrait en aucun cas se renforcer en l'absence de « grandes vagues de luttes ».

— A cause aussi de la rectification que cela implique : au lieu de croire « débloquer la situation » en regroupant ceux qui le veulent bien « autour de nos propres initiatives », il s'agit de chercher à construire, avec potentiellement des dizaines de milliers de militants, une alternative large aux directions réformistes.

Pour une telle tâche, il faut rassembler tous ceux qui veulent construire la mobilisation unitaire, afin que les forces de la

classe ouvrière brisent les attaques du patronat et de la droite. Cela ne peut se faire qu'en comprenant le lien étroit entre deux types de préoccupations :

● Celles d'ores et déjà liées aux responsabilités de masse de l'opposition syndicale dont les militants de la LCR sont partie prenante : comment mobiliser ? Comment imposer l'unité ? Sur quels objectifs ?

● En même temps, ces responsabilités dans l'action quotidienne, pour viser la rupture d'avec la logique du capitalisme, impliquent de donner ensemble des réponses à une série de questions : quelles solutions politiques opposer à celles d'une majorité qui conduit à l'échec ? Comment sortir de la crise en imposant le socialisme ? De quelle façon surmonter, par la lutte des classes, le repoussoir que représentent les bureaucraties des « pays de l'Est » ?

La direction de la LCR a eu tort, dans la dernière période, de sous-estimer l'importance d'une telle démarche politique et il serait erroné de retomber dans de telles ornières. Non pas que nous voulions que « des débats » remplacent le souci de

l'action ; mais parce que les batailles politiques sont indissociables de la lutte de masse.

Remarquons simplement, en effet, que le « plan de mesures d'urgence », que nous diffusons en ce moment aurait été bien utile, dès juin-juillet 1982, au moment du blocage des salaires, pour répondre auprès de tous les travailleurs aux arguments des réformistes et pour renforcer la crédibilité de notre bataille pour un changement de politique. La révolution socialiste, dit-on souvent dans nos rangs, est « un processus qui se poursuit consciemment »... A nous de ne pas l'oublier : pour rassembler tous ceux qui veulent une alternative de masse aux réformistes, il faut bien discuter avec eux tout à la fois des formes de la mobilisation et des objectifs généraux à se fixer sur le terrain politique.

J. A., P. R. (Argenteuil) ; M. M. (Paris) ; C. C. (Issy-les-Moulineaux)

## « PS, PC, faites payer le CNPF ? »

Il est parfaitement correct de chercher à traduire de manière frappante le sentiment de nombreux travailleurs ulcérés par les recules de la gauche et les cadeaux aux patrons. Et, bien souvent, l'on ne prend prétexte du prétendu « simplisme » de ce mot d'ordre que pour justifier, au nom du réalisme économique, une politique d'austérité qui aboutit, au bout du compte, à faire payer... les salariés !

Pour autant, nous ne pouvons ignorer que limiter nos propositions à ce slogan constitue une carence. Par exemple, comment convaincre par sa simple répétition, sans autre explication, les travailleurs des entreprises nationalisées, souvent déficitaires ? Comment remonter la pente dans les secteurs de la classe ouvrière où prévaut — oui, cela existe — le sentiment qu'avec la crise les patrons ne peuvent pas payer ? Comment œuvrer ainsi à la mobilisation des travailleurs contre le patronat, alors que nous semblons nous en tenir à une supplique au PS et au PC ? Comment convaincre qu'une autre politique est possible, si nous sommes muets sur son contenu ?

Au fond, trop souvent, les révolutionnaires supposent les travailleurs déjà acquis à leurs solutions (rompre avec le capitalisme, gouverner contre les capitalistes) ; il suffirait alors d'opposer le sentiment profond des travailleurs à la « politique des directions ». Mais la vie est plus compliquée !

Est-ce vraiment la répétition, par affiches et tracts, d'un slogan, aussi abstraitement juste soit-il, que les travailleurs attendent d'une organisation révolutionnaire ? Est-ce cela qui justifie notre existence ? « Faire payer les patrons », est-ce réellement une solution à la crise capitaliste ?

C'est une illusion, assez répandue dans nos rangs, de croire s'adresser « aux masses » parce que l'on s'en tient à une idée simple, alors que de plus en plus, militants mais aussi travailleurs « du rang » s'interrogent ; alors que la rupture avec le capitalisme n'apparaît nullement comme une solution naturelle, que l'espérance socialiste a reculé. Le rôle d'une organisation révolutionnaire, n'est-ce pas aussi de répondre à ces questions-là en traçant la voie d'une alternative, dans les

luttes mais aussi dans la bataille des idées ?

Trop souvent, sous prétexte d'avoir un « profil clair », nous avons essayé d'être l'organisation de l'unité PS-PC, l'organisation pour battre Giscard, l'organisation des 35 heures... plutôt que ce que nous sommes : une organisation pour le socialisme.

Défendre les revendications, construire la mobilisation unitaire, confronter les travailleurs à « leur » gouvernement, défendre une issue socialiste à la crise à travers des solutions différentes, voilà quelle doit être notre démarche. Qu'un ou plusieurs maillons manquent et c'est toute la chaîne qui casse.

A travers les luttes de la sidérurgie, de l'automobile, les articles de *Rouge*, les dossiers de *Critique communiste* (sidérurgie, fiscalité, protection sociale, contrainte extérieure...) nous avons commencé, un peu, à redresser la barre. Ce n'est qu'un début...

F. D. (Paris, tendance 3)

## Propos d'un syndicaliste démissionnaire

Raymond, ouvrier syndiqué depuis 1962, vient de remettre sa lettre de démission du syndicat. Pourquoi ? Ecoutons-le : « Ce n'est plus des syndicats, c'est des gouvernements annexes. Aujourd'hui défendre la politique gouvernementale d'austérité contre les revendications des travailleurs, c'est travailler pour la droite. » Raymond a eu des illusions : « Si au moins on avait pu diminuer le chômage, on aurait pu accepter certains sacrifices. » Mais aujourd'hui : « Cette politique ne donne aucun résultat : on perd à la fois sur le pouvoir d'achat et sur le chômage. On a un gouvernement bâtarde qui est commandé par l'argent des patrons. » Bâtard, définition du Larousse : « qui participe des deux genres différents et ne peut satisfaire personne ». Oui, Raymond a raison, ce gouvernement est la coalition de deux genres différents, des partis ouvriers PS-PC, et de partis bourgeois : radicaux, gaullistes. Oui, ce gouvernement est commandé par l'argent des patrons. Contrairement à la majorité de la LCR, Raymond ne confond pas un gouvernement bâtarde, une coalition de front populaire avec un gouvernement de « collaboration de classe ». Est-ce la démolition qui pousse Raymond à démissionner ? CF4 « Un syndicat doit rester une force d'opposition pour défendre les travailleurs quel que soit le gouvernement. » Non, il démissionne parce qu'il veut des syndicats indépendants. D'ailleurs il s'est bagarré : « Dès qu'on dit que quelque chose ne va pas, on nous

accuse de vouloir tout foutre en l'air. » Des millions de travailleurs avec Raymond se posent la question : « Comment s'opposer à la politique de droite d'un gouvernement de gauche sans pour autant favoriser le retour de la droite au pouvoir ? »

C'est à la LCR de répondre à cette question. Il ne s'agit pas de se « démarquer » par un radicalisme verbal, de s'isoler, mais de se lier au mouvement profond qui a conduit les travailleurs en mai et juin 1981 à donner au PS et au PCF les moyens de gouverner. Nous nous plaçons du côté de cette victoire ouvrière, nous en réclamons les fruits. Inlassablement nous mobilisons ceux qui disent :

— pas touche à la feuille de paye ;  
— pas un seul licenciement.  
Ensemble la LCR, les travailleurs socialistes, communistes doivent exiger des 311 députés PS-PC qu'ils s'opposent à la reprise des plans du CNPF par le gouvernement en leur disant : « Nous vous avons donné la majorité, servez-vous-en ! Gouvernez contre les capitalistes ! Rompez avec les généraux, les hauts fonctionnaires mis en place par Giscard ! C'est Mitterrand qu'on a élu, du Gattaz on en veut plus à l'Elysée ! Contre la droite et le CNPF, unité PS-PC, unité syndicale ! » Ainsi la LCR dégagera une issue politique immédiate, « un gouvernement des seuls PS-PCF, un gouvernement sans ministre bourgeois ».

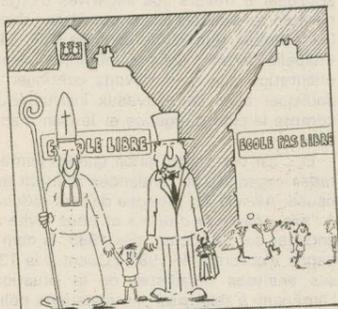
Ainsi la LCR se construira.  
B. P., Brétigny (T1)

POUR L'ECOLE LAÏQUE

# Plus de 100 000 à Nantes !

● C'est au tour d'Arpajon le 3 décembre, et de Marseille le 4 décembre.

Il faut imposer le retrait du plan Savary



**LA LCR PRESENTE**

Les militants de la LCR, enseignants ou pas, ont travaillé à la mobilisation, regroupant des laïques pour les départs en cars, ou, comme à Nantes, prenant leur part dans la bataille d'affiches qui opposait les laïques aux hommes de main de la droite.

Dans toutes les manifestations, la LCR diffuse un tract national et constitue son cortège d'organisation. Un millier de travailleurs et jeunes se sont regroupés avec elle à Nantes. « Pas de liberté sans laïcité, nationalisation de l'enseignement privé », « retrait du plan Savary », « abrogation des lois antilaïques », « non au budget d'austérité, non aux cadeaux à l'école privée », « contre la droite et les patrons, PS-PC, assez de concessions » furent quelques-uns de ses mots d'ordre, accueillis avec sympathie.

La présence à Nantes d'Alain Krivine soulignait, aux yeux de tous, l'importance qu'attache la LCR à la mobilisation laïque.

**LES ABSENTS ONT TOUJOURS TORT**

Absent, le PCI, c'est une confirmation. Comme chacun l'aura constaté, plus de cent mille personnes ont défilé à Nantes pour défendre le plan Savary ; le PCI, résistant à la pression, a donc combattu tout seul le plan Savary, réalisant ainsi un large front unique sans concessions...

Absente d'Epinal, l'UR-CFDT de Nancy a dû passer deux communiqués pour demander à ses militants de rester chez eux. Merci. Fort heureusement, la CFDT de l'Ouest a fait l'inverse : elle était à Nantes.

Présent, le PSU, mais il s'en est fallu de peu : sa direction politique a voté la participation à 27 pour, 24 contre.

Et de deux. Deux week-ends où la laïque a fait masse. Les trente mille de Rodez, les quinze mille d'Epinal, et plus de cent mille à Nantes viennent s'ajouter aux soixante-dix mille de Chauny et Ys-singeaux, le dimanche précédent. Plus qu'au Bourget le 9 mai 1982, d'ores et déjà.

Et partout les mêmes exigences. Le plan Savary cristallise le rejet par les laïques du maintien du dualisme scolaire et de la privatisation de l'école publique. La tonalité des manifestations ne laisse pas place au doute. « Alain, ça varie pas vite. », « Savary, si tu voulais, ton école tu la ferais. », « Savary, élu, ne cédez pas au lobby du privé. », « Mitterrand, souviens-toi. Des promesses, oui ! Et des actes. », affirmaient des manifestants à Nantes. Ceux de la Mayenne se montraient particulièrement résolus : « Une seule école, l'école publique et laïque. »

Six heures pour que s'écoule le long cortège dans les rues de Nan-

tes. Cent, cent cinquante mille ? En tout cas, plus que les partisans du privé au même lieu le 22 octobre dernier. Un vrai succès, qui redonnait le goût de l'action et créait une ambiance chaleureuse dans les cars du retour.

Interrogé sur Antenne 2, Michel Bouchareissas ne niait pas que le mécontentement des laïques s'était largement exprimé. Intervenant au départ de la manifestation nantaise, le secrétaire général du CNAL avait dénoncé « les hésitations et tergiversations du gouvernement et ses concessions qui vont dans le sens d'une privatisation du service public, ce qui est globalement inacceptable, alors que nous sommes ici pour dire qu'il ne peut s'agir que de l'inverse : la laïcisation du privé ».

Les 3 et 4 décembre, à Arpajon et Marseille, des dizaines de milliers de personnes viendront encore confirmer « l'avertissement solennel au gouvernement » (le mot est de Bou-

chareissas) des cinq premières manifestations.

Pour les laïques, et leurs organisations, la ligne est donc toute tracée : imposer le retrait du plan Savary, et le respect du mandat laïque, la nationalisation laïque des écoles privées touchant des fonds publics ; faire du succès des sept manifestations laïques un tremplin pour constituer un rapport de forces irréversible.

Dans cette voie, l'organisation d'une grande manifestation nationale est déjà discutée. Le SNI du Val-de-Marne la propose. A Sedan, à Albi et ailleurs, on en parle, évoquant aussi le recours à la grève. Le cortège de l'Oise n'était pas seul pour scander « Aujourd'hui à Chauny, demain à Paris. »

« A demain à Paris ! », c'est le salut que pourraient se donner les laïques au sortir des manifestations régionales.

Nicolas Jeanson

## « Le passé, c'est l'école privée... »

### ● Un entretien avec Maurice Raoul, responsable du CLAL d'Arpajon

Maurice Raoul n'est pas né de la dernière action laïque. Ce fils de paysans du Cantal — « Dans ma famille, on votait socialiste, par tradition. » — est instituteur en Algérie quand la guerre de libération y éclate. Militant de la SFIO, il dénonce les exactions des troupes françaises. En guise de réponse, Mollet et Lacoste, socialistes eux-mêmes, mettent la police sur ses traces. « A l'époque, Savary défendait des positions intéressantes, ajoute Maurice, mais les choses ont changé... »

Maurice, lui, n'a pas changé. Depuis la fin des années cinquante, son engagement se confond avec celui de l'Ecole émancipée. Dans l'Arpajonnais, on sait ce que le SNI doit à ce militant qui, pour être minoritaire, n'en est pas moins fidèle et efficace.

#### ● Arpajon, « haut lieu du combat laïc » : tu peux expliquer ?

Disons que la situation y est assez classique. D'un côté, il existe trois collèges publics saturés dans l'Arpajonnais. Le CES Jean-Moulin, prévu pour mille élèves, en accueille trois cents de plus. Et le dossier

pour la construction d'un nouveau CES public traîne toujours. De l'autre côté, on apprend qu'un CES privé va s'ouvrir !

#### ● Qui finance ce CES privé ?

C'est en partie la municipalité de droite d'Arpajon, par une magouille. Elle a réservé un terrain pour la construction... d'une caserne de pompiers. Mais le terrain était bien plus grand que nécessaire. La surface en trop a donc pu être vendue à l'école privée au prix défiant toute concurrence de six francs le mètre carré !

#### ● Quelle a été la réaction des laïques ?

Dès que l'information a été portée au conseil syndical du SNI, par un camarade de l'EE, nous avons constitué un Comité local d'action laïque.

Il y a eu une pétition, des délégations, et une réunion publique de plus de cent personnes. Le 22 juin dernier, nous avons fait une manifestation à la préfecture ; ce jour-là, le SNI-91 tenait son congrès départemental, cinq cents mètres plus loin ; mais il a refusé d'inter-

rompre ses travaux une demi-heure pour venir nous soutenir. Alors, quand la direction du SNI « découvre » notre combat, après avoir prétendu qu'il s'agissait d'un problème strictement « local », je dis « mieux vaut tard que jamais », mais enfin...

#### ● Justement, la manifestation régionale à Arpajon ?

Nous y serons, bien sûr. Avec nos banderoles : « Non au plan Savary, nationalisation laïque de l'enseignement. » et « Abrogation des lois antilaïques, fonds publics à l'école publique. ».

#### ● Comment analyses-tu la situation ?

Si Mitterrand perd les laïques, qu'est-ce qui va lui rester ? Peut-être que la trouille et les remous dans le PS l'amèneront à bouger. Le gouvernement cède à la droite, en pensant qu'il va l'apaiser. Savary voulait « convaincre et non contraindre », quelle naïveté ! Plus il lui en donne, et plus elle se fait exigeante.

La réaction du CNAL a été une surprise. Je craignais qu'il se laisse

### Le SNI-PEGC du Val de Marne (94) prend position

Après deux ans d'hésitations, M. Savary a rendu publiques ses propositions concernant l'enseignement privé. Ce plan met gravement en cause l'indépendance et la laïcité de l'école publique :

- En maintenant le dualisme scolaire et les lois antilaïques, il associe de fait la hiérarchie catholique à la rénovation du système éducatif.
- Il étend au secteur public la notion de caractère propre, c'est-à-dire de projet d'établissement particulier qui mènerait à l'éclatement du service public.
- Dans le même temps, il assouplit la carte scolaire et donne aux parents la liberté de choisir leur établissement selon le projet particulier de celui-ci. Il s'agit d'un faux choix qui conduirait rapidement à l'existence de ségrégations sociales, ethniques, de véritables ghettos.

Le conseil syndical du SNI-PEGC, fidèle aux mandats des congrès de Toulouse et de Bordeaux, exige :

- le retrait du plan Savary ;
- l'abrogation des lois antilaïques et l'arrêt du financement des écoles privées ;
- la nationalisation de l'enseignement privé, confessionnel et patronal ;
- l'abrogation du statut particulier d'Alsace-Moselle.

Sur ces bases, il appelle à participer massivement au rassemblement organisé par le CNAL à Arpajon le 3 décembre. Selon l'évolution du dossier, une riposte puissante sera nécessaire. Le conseil syndical demande au bureau national de proposer au CNAL une manifestation nationale avec ce jour-là une grève des personnels de l'Education nationale.

entraîner sur un terrain où tout était perdu. Mais il y a eu beaucoup de réactions à la base.

#### ● Alors, confiant ?

Oui. La droite fait du battage sur l'anachronisme de l'école laïque. Le passé, c'est l'école privée, héritière des écoles de la charité, de l'assistanat. La révolution de 1789 ne sera pas terminée tant qu'il y aura une école confessionnelle.

La LCR propose des mesures anticapitalistes POUR CHANGER DE



La LCR propose des mesures anticapitalistes: POUR CHANGER D



Vient de paraître...

La LCR propose des mesures anticapitalistes: POUR CHANGER DE CAP



## DEBATTRE POUR AGIR !

● Pour que l'espoir du 10 mai ne soit pas tué par la politique de la majorité PS-PC qui conduit à l'échec.

● Pour rassembler tous les militants, tous les courants, toutes les organisations, tous les travailleurs qui veulent une politique anticapitaliste.

Cette brochure de la LCR est un instrument pour les discussions politiques et pour préparer les mobilisations unitaires.